



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION
9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net
Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu
Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

Colloque-atelier du CSFEF – 11 et 12 mars 2013 (Chisinau-Moldavie)

L'éducation confrontée à la crise économique mondiale

Sommaire

| | |
|---|----|
| Introduction du bureau de Chisinau (Moldavie) | 2 |
| Jacques DROUET | |
| Liste des participants au colloque | 4 |
| Intervention Agnès Bréda Représentant l'Internationale de l'éducation..... | 6 |
| Intervention Dimitru Ivanov Président du Syndicat de l'Education et de la Science de Moldavie..... | 8 |
| Présentation des pays et régions concernés par le colloque..... | 14 |
| ➤ Afrique | |
| • Burkina Faso----- | 17 |
| • Maroc----- | 25 |
| • Niger----- | 27 |
| • République Démocratique du Congo---- | 29 |
| ➤ Amérique du Nord | |
| • Ontario----- | 36 |
| • Québec----- | 39 |

➤ **Europe**

- Moldavie-----47
- Roumanie-----53
- Suisse-----56
- France-----58

Présentation du colloque.....63

Jacques DROUET

Dépouillement de l'enquête relative à :

« ***L'éducation confrontée à la crise économique mondiale*** ».....65

Items de l'enquête

- ✦ Les infrastructures-----66
- ✦ Ressources humaines-----71
- ✦ Conditions de travail-----78
- ✦ Réponses syndicales-----88

Intervention conclusive du colloque -----98



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3

Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net

Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu

Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

L'éducation confrontée à la crise économique mondiale

Ce sujet a fait l'objet de différentes enquêtes notamment celles menées par l'UNESCO sous le titre : *éducation en péril impact de la crise* puis celle de l'IE sous le titre *la crise économique mondiale et son impact sur l'éducation*. Ces deux enquêtes lancées en 2009 aboutissent au même constat dramatique : **Les répercussions de la crise économique sur l'éducation se poursuivront durablement**. Constat confirmé par le conseil exécutif de l'UNESCO lors de la 124^{ème} session de février 2010.

La crise économique mondiale dont les origines sont avant tout financières nous rappelle les réalités et les conséquences de l'interdépendance mondiale des appareils financiers. Ses contrecoups se font à présent sentir sur l'ensemble de la planète mais elle impacte en tout premier lieu les pays les plus déshérités au sein desquels la pauvreté ne cesse de croître avec son cortège de misères tant sociales que physiques. La dette contractée par ces pays associée à une instabilité financière les rend particulièrement vulnérables à tout soubresaut économique. Les ménages subissent les effets d'une crise dont l'origine, il faut encore le rappeler est liée aux malversations des systèmes bancaires des pays les plus riches.

Les états confrontés à cette situation subissent à la fois les lois du marché et les contraintes des grands argentiers du FMI. De nombreux états ont choisi de sacrifier les budgets sociaux sur l'autel de l'équilibre budgétaire. Ce choix à très court terme impacte directement le financement de l'éducation. La majorité des gouvernements libéraux, notamment en Europe, ont appliqué avec zèle ce choix néfaste pour l'avenir des jeunes générations.

Face à cette option économique il est à craindre que les objectifs de l'éducation pour tous adoptés à Dakar au forum sur l'éducation en 2000 ne soient pas atteints. Pire nous pouvons être légitimement inquiets quant à la pérennisation des progrès enregistrés durant ces dernières années portant sur la diminution du nombre d'enfants non scolarisés et sur la réduction des écarts entre les sexes. L'objectif soutenable en 2000 de parvenir en 2015 à un enseignement primaire universel s'éloigne. Les priorités pour de nombreuses familles se sont déplacées, il s'agit à présent de survivre dans un contexte socio-économique particulièrement défavorable. Il est avéré que les répercussions de la crise financière ralentissent, annihilent voir inversent les processus positifs en matière d'éducation engagés ces quinze dernières années en direction des pays les plus déshérités.

L'Europe et l'Amérique du nord sont aussi impactées par cette crise économique même si les effets sont moins dramatiques, l'approche ultra libérale de la gestion de cette crise mise en musique par le FMI et la BCE n'incite pas à l'optimisme. Les budgets affectés à l'éducation subissent des coupes drastiques. Cette politique de rigueur budgétaire affecte à la fois les élèves et les enseignants, les conditions d'apprentissage se dégradent. La situation des enseignants devient préoccupante.

Dans ce contexte délétère qui met à mal les fondements de nos démocraties sociales il importe que nous nous interroguions sur les capacités des organisations syndicales à se mobiliser pour contrer les différents aspects que revêtent les politiques majoritairement libérales en matière d'éducation.

Nous devons donc nous attacher au travers de l'enquête qui vous a été proposée et au terme de cet atelier à dresser un cadre de notre environnement éducatif face à la crise économique sans précédent tant dans sa durée que dans son étendue. Enfin lors de nos échanges nous devons dégager les marges de manœuvre des organisations syndicales leur permettant de contrer les effets négatifs de la situation économique sur l'éducation.

Jacques DROUET
Vice-Président

Colloque-atelier du CSFEF – 11 et 12 mars 2013 (Chisinau-Moldavie)

Listes des participantes et participants

Internationale de l'éducation

BREDA, Agnès

Afrique

FENECO
(République démocratique
du Congo)

TUMBA-NZUJI, Augustin

SNE-FDT
(Maroc)

SALEK, Driss

SNEA-B
(Burkina-Faso)

KABRE,Philippe

SNEN
(Niger)

CHIPKAOU, Mariama

Amérique du Nord

AEFO
(Ontario, Canada)

JOLIN, Carol

CSQ
(Québec, Canada)

CHABOT, Louise
MARCHAND, Gabriel

Europe

FNSA Alma Mater
(Roumanie)

SAULEA, Toader

Syndicat « Invatamant »
(Roumanie)

POPESCU, Radu

ISLI
(Roumanie)

LEONTE, Giani

SER
(Suisse)

PASQUIER, Georges

SNES-FSU
(France)

FERRARI, Roger
LASCROUX, Florian

SNUipp-FSU
(France)

OLIVIER, Michelle

Syndicat de l'Education
Et de la Science
(Moldavie)

IVANOV, Dimitru

UNSA-Éducation
(France)

DROUET, Jacques



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3

Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net

Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu

Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

Colloque-atelier du CSFEF – 11 et 12 mars 2013 (Chisinau-Moldavie)

Intervention d'Agnès BREDA

Représentante de l'Internationale de l'Education

Agnès Bréda a proposé une synthèse des situations évoquées au cours du tour de table.

Pour elle, deux fléaux mettent en danger, actuellement, l'éducation publique partout dans le monde :

1/ la réduction des budgets de l'éducation qui est choisie par la grande majorité des gouvernements comme le remède à la crise économique, dans leur pays.

Les conséquences de ce choix altèrent la qualité de l'éducation (fermetures de classes, augmentation du nombre d'élèves par classe, disparition ou diminution de la formation initiale et continue des enseignants...) et touchent de plein fouet la condition enseignante (le chômage, la baisse des salaires, le recrutement massif d'enseignants non-titulaires, non-formés et mal payés...). A cela s'ajoute souvent la perte des droits syndicaux (les gouvernements utilisent la crise comme prétexte pour bafouer les droits syndicaux : le droit à se syndiquer, le droit au dialogue social, à la négociation collective, le droit de grève...).

La lutte contre la précarisation de la profession et contre la déprofessionnalisation est le grand défi à relever, aujourd'hui !

2/ la mise en application de politiques éducatives qui répondent à l'idéologie néo-libérale.

Parmi elles, nous observons le développement du processus de décentralisation qui s'accélère à l'échelle de la planète, notamment dans la région des PECO...

En Moldavie, le pays hôte de ce colloque, l'autonomie des écoles primaires est presque atteinte dans la mesure où le directeur d'école recrute les enseignants, les paie et décide seul, de les garder ou de les licencier. Le directeur d'école se retrouve dans un rôle de chef d'entreprise ! La situation est identique en ce qui concerne les chefs d'établissement dans l'enseignement secondaire.

La privatisation directe et permanente de l'éducation, motivée par de forts intérêts commerciaux, gagne du terrain. L'idée dominante qui sous-tend cette politique est que la concurrence, relèvera le niveau mais il s'agit d'un choix idéologique !

Le vocabulaire qui a toujours appartenu à la loi du marché, est de plus en plus utilisé pour l'éducation (concurrence, compétitivité, performance, évaluations à partir de tests pour les élèves et les enseignants...).

En Afrique, le développement d'écoles confessionnelles inquiète fortement. Le dernier rapport annuel de l'OIT mentionne la prolifération d'écoles coraniques dans les pays de religion musulmane comme la Mauritanie, le Niger, le Mali, le Sénégal ... Cette recrudescence d'écoles coraniques comme remplacement de l'école publique et non comme complément, inquiète quant à la qualité de l'éducation prodiguée...

Dans tous les cas, les atteintes contre l'éducation publique, garante de l'égalité de chaque enfant en matière d'éducation, sont dévastatrices.

Dans son combat pour préserver l'éducation publique, l'Internationale de l'Education a besoin de syndicats forts (formation syndicale) qui doivent construire leur force, dans l'unité syndicale.



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3

Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net

Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu

Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

Colloque-atelier du CSFEF – 11 et 12 mars 2013 (Chisinau-Moldavie)

Intervention Dimitru IVANOV

Président du syndicat de l'Éducation et de la Science

Chers collègues,

La Moldavie, en forme plus longue « République de Moldova », ou la République de Moldavie (en roumain : *Moldova et Republica Moldova*), est un pays d'Europe orientale (Sud-Est de l'Europe) situé entre la Roumanie et l'Ukraine. D'une superficie de 33 843 km², la Moldavie s'étend sur 450 km du nord au sud et 200 km d'est en ouest. La Moldavie (hors la << république >> autoproclamée pridniestréenne dite Transnistrie) compte 3 559 500 habitants, selon les statistiques à 01.02.2012. Le pays a obtenu son indépendance le 27 août 1991.

La Moldavie a adhéré à l'Organisation Internationale de la Francophonie en 1997. Maintenant la Moldavie est membre de l'ONU, membre du Conseil de l'Europe, de l'Organisation Mondiale du Commerce, membre de la CE1, de POSCE, le GUAM, la CEMN.

La Moldavie est un pays multiethnique. Les moldaves représentent 64% de la population, les Ukrainiens 14%, les russes 13% et d'autres nationalités (gagauzi, bulgares, juifs, grecs, turcs, gitans). Lorsqu'il y a tant de nationalités sur un territoire comme la Moldavie, il est évident qu'on y parle des langues différentes, la langue officielle dans la Constitution est le moldave, qui est un dialecte issu de la langue roumaine et appartient au groupe des langues romaines. 79 % des habitants de la Moldavie ont déclaré que le moldave était leur langue usuelle (dont 63 % l'ont déclaré comme langue maternelle), 2,2 % se sont déclarés de langue maternelle roumaine, 27 % le russe ou l'ukrainien. La grande majorité des habitants sont bilingues, parfois trilingues.

Selon des chiffres officiels, environ 1/4 de la population active a émigré (pays d'Europe occidentale principalement, Russie et Ukraine) Les roumanophones choisissent surtout la Roumanie, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, les slavophones surtout les pays ex-soviétiques enfin la Pologne et l'Allemagne.

L'économie souterraine est évaluée à près de 40 % du PIB. L'inflation oscille entre 12 % et 15 % par an et le déficit commercial est important (financé en partie par les transferts d'argent des Moldaves qui travaillent à l'étranger). La capitale de Moldova est Chisinau, la plus grande ville du pays. La superficie de la Moldavie est de 33,843 km² ; le climat : hivers modérés,

étés chauds ; la population : 3 559 500, la densité : 127pers/km² ; la monnaie : Leu moldovenesc (MDL) ; les groupes ethniques : Moldaves / Roumains 78% Ukrainiens 8.4%, Russes 5.1%, Bulgarsl.9%, Gagauzi 4.4%, autres nationalités 1%. Religion : Orthodoxes 98%, Juifs 1.5%, Baptistes et d'autres 0,5% (2010). Les Jours de la Francophonie en Moldova — 20 mars — 31 mars. Selon les statistiques, on enseigne la langue française dans 76,6% des institutions d'éducation.

Le système éducationnel de la République de Moldavie (voir tableau suivant) est organisé sur des niveaux et étapes et selon la structure suivante :

- I. l'enseignement préscolaire ;
- II. l'enseignement primaire ;
- III. L'enseignement secondaire ;
 - 1. l'enseignement secondaire général ;
 - a. l'enseignement gymnasiale ;
 - b. l'enseignement au lycée ;
 - 2. l'enseignement secondaire professionnel ;
- IV. l'enseignement secondaire spécialisé (collège) ;
- V. l'enseignement Supérieur universitaire ;
- VI. l'enseignement postuniversitaire ;

Le système d'enseignement inclut aussi d'autres formes d'enseignement :

- L'enseignement spécial ;
- L'enseignement complémentaire ;
- L'enseignement pour les adultes ;

L'enseignement préscolaire, primaire et gymnasiale est obligatoire. Le système d'éducation pré-universitaire d'état est gratuit.

Pendant l'année d'études 2010-2011 dans l'enseignement primaire, secondaire, secondaire professionnel, secondaire spécialisé et supérieur employaient 48729 cadres didactiques dont 37959 étaient des femmes soit environ 78% du corps enseignant. Durant cette période les retraités constituent environ 10% des enseignants et seulement 6% des enseignants ont 25 ans et moins (des jeunes spécialistes). Le manque de jeunes enseignants dénote un système démotivant pour les jeunes spécialistes. Ainsi, on avait besoin de 1005 cadres didactiques pour assurer l'éducation pendant l'année d'études 2011-2012. Les spécialités les plus sollicitées sont: les mathématiques, la physique, l'éducation musicale, l'éducation physique, l'éducation préscolaire, etc. L'an dernier 841 des jeunes spécialistes ont été désignés et seulement 381 d'entre eux se sont présentés au travail dans les institutions d'éducation. Au début de l'année scolaire 2012-2013 il y avait 1394 institutions d'enseignement primaire et secondaire générale ; 1375 institutions fonctionnaient dans leurs propres murs et seulement 19 dans des espaces loués. La plupart des institutions éducationnelles ont l'eau courante, installations sanitaires, chauffage central, bien qu'il existe quelques institutions qui utilisent les poêles pour le chauffage. Par ailleurs :

- 50,9 % d'écoles primaires, 77,4% des gymnases et 93,1% des lycées ont une salle sportive bien dotée.
- 50,9% des écoles primaires, 78,5% des gymnases et 96,9% des lycées ont un cabinet médical.
- 81,594; des écoles primaires, 98,6% des gymnases et 99,2 des lycées ont une bibliothèque qui fonctionne.

Dans l'enseignement primaire et secondaire on utilise 18700 ordinateurs dans un but éducationnel, 51,3% d'entre eux sont connectés à Internet. Il y a environ 23 élèves par ordinateur en ville et 17 élèves en campagne.

Le nombre d'élèves diminue chaque année pour des raisons démographiques et aussi parce que beaucoup d'élèves partent avec leurs parents à l'étranger où leurs parents travaillent ou vivent. Ainsi, plus de 3000 élèves ont quitté le système éducationnel seulement pendant l'année scolaire 2011-2012. Selon les études effectuées cette année environ 200 d'enfants ont abandonné l'école à cause de la pauvreté.

Un programme de développement de l'éducation inclusive pour les années 2011-2020 a été élaboré et approuvé. Ce programme sera réalisé en 3 étapes :

- ✓ 2011-2012 : l'élaboration du cadre normative de développement de l'éducation inclusive ;
- ✓ 2013—2016 : le pilotage des modèles de l'éducation inclusive ;
- ✓ 2017—2020 : la réalisation au niveau national.

L'approfondissement des effets de la crise économique et le problème démographique de notre pays ont provoqué la nécessité de réaliser une réforme structurelle en éducation. On intègre cette réforme structurelle depuis 2 années en optimisant les ressources matérielles par l'amélioration du management financier des institutions éducationnelles, en appliquant des mécanismes pour allouer, attribuer les ressources financières en relation avec la performance réalisée. Ainsi, au cours de ces années environ 100 institutions ont été fermées et 171 postes de personnels didactiques ont été supprimés. En 2012, 2910 personnes ont été licenciées, parmi lesquelles 742 personnes du fait de la réduction en personnels (574 des cadres didactiques). A l'heure actuelle, toutes les institutions pré-universitaires utilisent une nouvelle formule de financement par élève. Cette formule semble être satisfaisante.

Dans l'enseignement supérieur on intègre les principes d'autonomie de gestion, incluant l'autonomie financière, et aussi un management institutionnel basé sur des pratiques modernes.

A l'heure actuelle, le salaire de fonction (pour une norme didactique) d'un pédagogue dans l'enseignement pré-universitaire est d'environ 2200 lei (136 euros). Ce salaire est le même pour un jeune spécialiste et pour un pédagogue avec expérience dans le domaine didactique. Le cadre didactique bénéficie d'augmentations de salaire en fonction de son niveau de performance professionnelle vérifié. Donc, pour les degrés didactiques 1, 2 et supérieur l'enseignant perçoit 30%, 40% et 50% du salaire de fonction en plus. En fonction de stages professionnels le cadre didactique peut recevoir une augmentation de 10% à 30% du salaire de fonction. Le travail supplémentaire est aussi rémunéré (le contrôle des travaux

écrits, le maître de la classe, la surveillance du cabinet, des ordinateurs, le travail dans des conditions défavorables, etc.)

Les cadres professoraux-didactiques de l'enseignement supérieur reçoivent les salaires suivants :

- Le professeur universitaire - 3000 lei (185 euros)
- Le conférencier — 2700 lei (167 euros)
- Le lecteur supérieur — 2500 lei (154 euros)
- Le lecteur universitaire — 2200 lei (136 euros)
-

Les enseignants du supérieur reçoivent aussi une augmentation pour le degré scientifique : docteur 300 lei (19 euros), docteur habilité 700 lei (43 €). Ils bénéficient aussi de suppléments de salaire liés à l'expérience dans le domaine de l'éducation de 10 à 30%.

Le salaire des managers des institutions éducationnelles varie entre 3000-6000 lei (185 — 370 euros). Le personnel non-didactique et auxiliaire perçoit entre 800 et 1500 lei (49-93 euros).

La contribution du Syndicat est essentielle. Grâce à nos méthodes légales d'actions entreprises, incluant différentes formes de protestations, les salaires ont augmenté ces derniers temps.

Les aspects sociaux du développement de la société ne peuvent pas être négligés ou marginalisés même dans les périodes de crise. C'est pourquoi, ayant pour but de consolider la sécurité sociale de ses membres, notre syndicat déploie tous ses efforts pour l'amélioration du cadre législatif dans le domaine des salaires.

Pour atteindre les objectifs principaux et pour l'assurance de la protection multidimensionnelle de ses membres, Le Syndicat de l'Éducation et de la Science a toujours essayé d'établir un dialogue social efficace, basé sur les négociations avec les partenaires sociaux.

Les relations Gouvernement-Patronat-Syndicats ont souffert des changements, ayant à la base les Conventions de l'OIT nr. 87, 98, 154 concernant la liberté d'association et des négociations collectives, la Loi concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission nationale pour consultations et négociations collectives. Les syndicats développent leur activité en s'appuyant sur la Loi des Syndicats (approuvé en 2000). Comme il n'y a pas de patronat dans notre système d'éducation, le syndicat s'implique dans un dialogue social bipartite.

Notre partenaire social principal, au niveau national, est le Ministère de l'Éducation. Au cours de son activité, le Syndicat de l'Éducation et de la Science a accumulé une vaste expérience dans le domaine des négociations, la plus récente Convention Collective au niveau de branche a été signée pour les années 2011-2015. Dans cette Convention nous avons obtenu des congés supplémentaires, un temps de travail réduit, des augmentations de salaires pour les conditions de travail défavorables, des facilités pour les jeunes spécialistes et pour les étudiants. La plupart des organes syndicaux de notre Syndicat ont pris conscience de la nécessité et de l'opportunité d'un dialogue social au niveau territorial et au niveau d'unité scolaire, en négociant et signant les contrats collectifs de travail.

Chers collègues, l'évolution de notre société, les défis que nous essayons de surmonter, nécessitent des réactions promptes et des solutions originales de la part de notre Syndicat.

Nous sommes tous ici ensemble pour les trouver, c'est pourquoi je voudrais réitérer l'idée que dans cette période de crise le Syndicat devienne une force qui peut consolider les liens qui unissent ses membres, en appliquant toujours des méthodes nouvelles et efficaces ayant un impact positif sur ses membres.



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION
9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net
Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu
Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

Colloque-atelier du CSFEF – 11 et 12 mars 2013 (Chisinau-Moldavie)

L'éducation confrontée à la crise économique mondiale

Présentation des pays participants *

*Certaines cartes géographiques sont tirées de Google map

AFRIQUE

Burkina-Faso

Maroc

Niger

République démocratique du Congo

Burkina Faso (Philippe KABRE)



1. ASPECT GEOGRAPHIQUE

Le **Burkina Faso**, littéralement « Pays des hommes intègres », aussi appelé **Burkina**, est un pays d'Afrique de l'Ouest sans accès à la mer, entouré du Mali au nord, du Niger à l'est, du Bénin au sud-est, du Togo et du Ghana au sud et de la Côte d'Ivoire au sud-ouest. *Burkina* se prononce /buʁ.ki.na/ (en alphabet phonétique international), avec donc le son "-ou". IL couvre une superficie de 274.200 kilomètres carrés. Les distances entre la capitale Ouagadougou et les pays voisins se présentent comme suit : 3.193 kilomètres *pays frontaliers* : Le Bénin 306 kilomètres, La Côte d'Ivoire 584 kilomètres, Le Ghana 549 kilomètres, Le Mali 1.000 kilomètres, Le Niger 628 kilomètres, Le Togo 126 kilomètres.

Ses habitants sont les *Burkinabè* (terminologie officielle⁵, invariable en langue fulfulde). La capitale est Ouagadougou, située au centre du pays. Le Burkina Faso est membre de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO). C'est l'un des 10 pays les moins développés du monde (avec un indice de développement humain de 0,343 en 2012).

Avec une population estimée à 15 millions d'habitants, répartie en âge selon les statistiques suivantes : 0-14 ans : 46% (h 3.135.098 ; f 3, 114,354) 15-64 ans : 51.1% (h 3.391.848 ; f 3, 545,115) 65 ans et excédent : 2.9% (h 163.137 ; f 225,268) (est 2004.). Le taux de mortalité infantile se présente comme suit 98.67 pour 1000. L'espérance de vie à la naissance en 2004 était 44.2ans pour les hommes et 42.62 ans pour les femmes. Quant au taux de fertilité, il était de 6.28 enfants par femmes en 2004 mais connaît une baisse considérable cette dernière décennie.

I. SYNDICALISME DE L'EDUCATION au Burkina Faso

: Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation

- Des experts au chevet du système éducatif burkinabè

Le ministère de l'Education nationale et de l'Alphabétisation tient, du 13 au 15 mars 2013 à Loumbila (dans la province de l'Oubritenga), un atelier de réflexion sur l'étude intitulé : « Education au Burkina Faso, entre statu quo et ruptures : nouvelles interpellations et inquiétudes ». Il s'agit pour les participants de s'approprier le contenu de cette étude pour une bonne connaissance des principales recommandations.

Suite à la crise sociale de mars 2011, le Premier ministre, a commandité une étude visant à mettre en lumière les problématiques auxquelles doivent faire face le ministère en charge de l'éducation. C'est pour faire la restitution de celle-ci que les responsables dudit département organisent un atelier du 13 au 15 mars 2013 à Loumbila dans la province de l'Oubritenga sous le thème : « Education au Burkina Faso, entre statu quo et rupture : nouvelles interpellations et inquiétudes ». Selon le secrétaire général du ministère en charge de l'éducation, Winson Emmanuel Goabaga, le système éducatif national a longtemps fait face à de nombreux défis et des actions ont été entreprises pour les relever.

Malheureusement, a-t-il souligné, l'aboutissement de ces efforts n'a pas toujours été conséquent par rapport aux attentes de la communauté. « Nous devons donner à l'éducation la place qui est la sienne à savoir, le moteur de développement », a affirmé M. Goabaga. Pour y parvenir, il était nécessaire qu'une étude soit menée dans ce sens. C'est pourquoi, il a estimé que le thème en lui-même est évocateur en ce sens que le statu quo, perçu comme un constat, est révélateur d'un manque de dynamisme ou de réalisme. Par conséquent, « il nous faut analyser les recommandations qui sont issues de l'étude et prendre des positions après réflexion bien murie car les résultats attendus sont les fondamentaux de notre perspective de développement », a-t-il précisé.

L'étude conduite par des spécialistes en éducation vient de présenter ses résultats et selon leur coordonnateur du groupe des experts, Anatole Niaméogo, beaucoup de préoccupations ont été prises en compte en son temps mais le contexte actuel les oblige à s'interroger sur l'éducation. Il a affirmé que malgré la loi d'orientation de l'éducation de 30 juillet 2007 qui

stipule que l'éducation est gratuite et obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans et même le préscolaire, les conditions de sa mise en application ne sont toujours pas réunies. Parlant de la gratuité, il a insisté sur le fait que rien n'est gratuit mais qu'il faut plutôt se demander, qui paye quoi ? et pourquoi ? Pour lui, des solutions à toutes ces préoccupations existent mais il suffit d'avoir la volonté politique et d'appliquer les décisions. C'est dire donc que ce conclave va permettre non seulement aux directeurs centraux et aux participants de s'approprier le contenu de l'étude et de connaître les principales recommandations mais aussi de dégager les obstacles relatifs à la rupture et émettre des propositions visant sa réalisation. A en croire M. Goabaga, ces assises permettront aussi de trouver des solutions aux inquiétudes soulevées par l'étude.

Au Burkina Faso, le secteur de l'éducation regroupe près d'une dizaine d'organisations syndicales et se répartit comme suit :

Au supérieur : SYNADEC ;

Au secondaire : SNESS , F-SYNTHET , SPESS ;

Au fondamental : SNEA-B, SYNATEB, SYNAPAGER, SATEB,----- ;

Toutes ses organisations se retrouvent lors de la lutte pour mener des actions unitaires. Cela dans le souci d'unir nos forces afin d'engranger des victoires par rapport à notre plate-forme revendicative.

II. SYSTÈME EDUCATIF au BURKINA Faso

Organisation et structure du système éducatif

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Burkina Faso, à l'instar de nombre de pays africains, a connu plusieurs réformes, ainsi que des innovations de son système éducatif. Cela en vue non seulement de son extension, mais aussi pour l'amélioration du contenu de l'enseignement afin d'adapter celui-ci aux réalités du pays. Quel est la structure du système éducatif, son organisation ? Quelles peuvent être ses forces et faiblesses, et quelle est l'état des réformes du système ?

Pour mieux approfondir notre connaissance sur la réforme du système éducatif, nous soumettrons l'ensemble des questions suscité à une analyse approfondie.

I- PRESENTATION DU SYSTEME EDUCATIF

1) Organisation et structuration du système

Le système éducatif burkinabé est organisé en deux sous-systèmes avec peu de passerelles entre eux. Il s'agit du système formel et du système non formel.

a) Système formel

Le système formel est le sous-système organisé avec des finalités et disposant de programmes, et emploi de temps et des objectifs. L'éducation se réalise dans les structures bien définies et soumise à des réglementations institutionnelles. L'enseignement formel comprend : *L'enseignement de base, L'enseignement secondaire, L'enseignement supérieur.*

- ***L'enseignement de Base***

Cet enseignement vise essentiellement à former les enfants à la vie sociale et aux responsabilités communautaires. Le contenu des programmes portent sur des notions élémentaires devant servir d'assise à des apprentissages de niveau supérieurs. Il comprend l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire. L'enseignement préscolaire concerne les enfants de 3 à 6 ans comporte un cycle de 3 ans. Quant à l'enseignement primaire il accueille les enfants de 6 ans révolus à 13 ans. Ce cycle d'enseignement est constitué de trois cours d'une durée de deux ans chacun : *le cours préparatoire (CP1, CP2), le cours élémentaire (CE1, CE2) et le cours moyen (CM1, CM2).*

Le Ministère de l'éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA) a développé des formules d'enseignement de base alternative comme les classes à doubles flux (CDF), les classes Multigrades (CMG), les écoles bilingues, les écoles satellites.

- ***L'enseignement Secondaire***

Maillon central du système éducatif formel, il concerne les élèves de 13 à 19 ans et est structuré comme suit :

Ø l'enseignement général : il a pour but de fournir aux sortants des connaissances générales leur permettant de poursuivre des études ultérieures. Il comprend deux cycles : le premier cycle d'une durée de 4 ans et est sanctionné à la fin par le diplôme du Brevet d'études du premier cycle et le second cycle qui dure trois(3) ans et est couronné par le baccalauréat (BAC) .

Ø L'enseignement technique et professionnel : Il a pour but de permettre aux apprenants d'acquérir des connaissances nécessaires à la pratique d'un métier. Il comporte trois cycles : que sont le cycle court qui dure trois à quatre ans après le CEP suivant les filières de formation et est sanctionné en fin de cycle par le Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP) ; le cycle moyen qui lui dure deux ans après le BEPC et débouche sur le Brevet d'études Professionnelles (BEP) et le cycle long qui dure trois ans après le BEPC et conduit au Baccalauréat.

- ***L'enseignement supérieur***

Ce niveau d'enseignement est le dernier maillon et niveau du système formel éducatif. Il reçoit les étudiants de 20 ans et plus. l'enseignement universitaire est offert dans diverses [filières](#) de formations et est dispensé pour l'instant dans les trois villes suivants : Université de Ouagadougou(*Ouaga I et Ouaga II*) , Bobo-Dioulasso (Université Polytechnique de Bobo ou UPB), et Koudougou (Université de Koudougou Ex ENSK) et très récemment celle de Ouahigouya qui est nouvellement créée .

L'enseignement Universitaire permet de former des cadres supérieurs tels que, les sociologues, des économistes, des juristes, des médecins. En outre les instituts et centres universitaires conduisent également des recherches visant le progrès social et le développement économique du Burkina Faso.

Au côté du système formel d'éducation et de formation technique il existe des structures de formations professionnelles au sein de deux départements. Le MEBA a pour mission la formation des enseignants de l'enseignement de base (ENEP) et le MESSRS qui forme les enseignants du secondaire et les encadreurs pédagogiques du primaire et du secondaire.

b) Le système non formel

L'enseignement non formel est un secteur non organisé (sans programme et sans emploi de temps précis). Il est donné dans les centres d'alphabétisation, les cours du soir, au sein des groupes socio-professionnels, économiques et politiques, des associations de jeunes

L'enseignement non formel comprend : L'éducation non formelle de la petite enfance (Bisongo, Halte-garderie, etc.) et l'alphabétisation, assurée par le ministère délégué à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle, par certaines structures (ONG) et ministères (santé, agriculture, environnement, etc.). Elle regroupe :

La formation des jeunes agriculteurs (FJA) ; Les centres permanent d'alphabétisation et de formation (CPAF) ; Les centres d'éducation de base non formels (CEBNF).

2) FINALITES ET BUTS DE L'EDUCATION

En ce qui concerne les finalités du système éducatif, la loi 013/96/ADP portant loi d'orientation de l'éducation stipule en son article 6 que Le système éducatif burkinabé a pour finalité :

- de permettre au jeune burkinabé d'assimiler les valeurs spirituelles, civiques, morales, culturelles, intellectuelle et physiques de la société ainsi que les valeurs universelles, fondements de l'éducation au Burkina Faso ;
- d'assurer un développement intégral et harmonieux de l'individu ;
- de créer et stimuler l'esprit d'initiative et d'entreprise ;
- d'assurer sa formation afin qu'il soit utile à sa société et capable de l'aimer, de la défendre et de la développer ;
- d'enseigner au citoyen le sens de la démocratie et de l'unité nationale.

Pour ce qui est des buts du système la même loi en son Article 7 : stipule qu'il a pour buts de :

- Faire acquérir des connaissances, des attitudes et développer des aptitudes pour faire face aux problèmes de la vie ;
- Dispenser une formation adaptée dans son contenu et ses méthodes aux exigences de l'évolution économique, technologie, sociale et culturelle ; elle tient compte des aspirations et des systèmes de valeurs en vigueur au Burkina Faso, en Afrique, dans le monde

II. FORCES ET FAIBLESSES DU SYSTEME EDUCATIF

1. Forces du système

a) De La qualité de l'enseignement

Au Burkina Faso, la qualité de l'enseignement pourrait s'analyser sur trois plans :

Au niveau des élèves et étudiants : de façon générale au sein des deux ministères pour amoindrir les charges éducatives, il est proposé aux parents d'élèves la location des manuels scolaires à couts réduits. En outre, une cantine scolaire est offerte dans certaines écoles primaires et dans des établissements secondaires. A l'université, le Centre Nationale des œuvres Universitaires (CENOU) et ses représentations régionales accompagnent l'ensemble des étudiants dans la restauration (Restaurant Universitaire) , la Santé (MUNASEB) et dans le domaine des sport et loisirs (Centre d'écoute pour Jeunes) .

Au niveau des enseignants : A ce niveau, un accent particulier est mis sur la formation initiale et continue des maitres et des professeurs en vue d'améliorer leur acte pédagogique. Au MENA, des logements sont construits notamment en milieu rural dans le but d'améliorer les conditions de vie et de travail des instituteurs. Au MESSRS des mallettes pédagogiques sont mises à la disposition des établissements scolaires et des encadreurs afin d'améliorer la qualité des cours offert aux élèves. La revalorisation du statut des enseignants chercheur à l'université en cours participe d'une volonté des autorités a l'amélioration du système éducatif.

Au niveau des infrastructures, il a été prévu dans le cadre du PDDEB (Plan Décennal de Développement de l'éducation de Base) la construction de 2013 nouvelles salles de classe par an, de latrines, de logements pour maîtres et la réhabilitation des infrastructures défectueuses . Au MESSRS, le renforcement des équipements pédagogiques se traduit par la construction et l'équipement de laboratoires et de salles d'informatiques. Ces dernières années, la construction de nouveaux amphithéâtres à l'université de Ouagadougou et à Ouaga II situé à Gonsin participe de cet effort.

III/ REFORME DU SYSTEME EDUCATIF

1. Evolutions des politiques éducatives

L'évolution des politiques éducatives au Burkina Faso se place dans une dynamique régionale et mondiale et ne peut être appréhendée sans se référer aux grands débats passés ou en cours sur l'éducation. Ces débats menés au plan international ont nécessairement influé et influent toujours sur la politique éducative du Burkina Faso.

À la fin de la décennie 1960-1970, une crise mondiale frappe l'éducation tant au niveau des pays développés que de ceux sous-développés comme le Burkina Faso. En termes de stratégie de sortie de crise, le Burkina Faso va s'engager dans

une réforme de son système éducatif. Ainsi, la décennie 1970-1980 est marquée par une remise en cause générale du système éducatif burkinabè avec la conviction qu'il ne saurait se développer sans une refonte des programmes, des méthodes d'enseignement et une révision des modes et des sources de financement de l'éducation. Cette décennie sera donc marquée par une réforme du système éducatif. Initiée, à partir de 1972, elle ne sera mise en application qu'à partir de 1979 dans des écoles expérimentales.

Entre autres objectifs, l'on prévoyait dans cette réforme de :

- Démocratiser le savoir en entreprenant l'éducation des masses par la scolarisation et l'alphabétisation en vue d'atteindre 50 % (1977-1987) de taux de scolarisation au niveau de l'enseignement élémentaire de base pour les deux sexes;
- Lancer en même temps un programme national d'élimination de l'analphabétisme.

A travers ces objectifs, on peut facilement se rendre compte que la préoccupation concerne une fois de plus l'expansion du système éducatif au cours de la décennie 1970-1980.

A partir de 1983, la scolarisation va connaître des taux d'accroissement importants en dépit de la situation d'exception que vit le Burkina Faso. Les nouvelles autorités du Conseil national de la révolution (CNR) en place vont afficher une volonté politique de démocratiser l'accès à l'éducation en s'appuyant sur la mobilisation du peuple autour des mots d'ordre révolutionnaires tels que: « un village, une école », « un département, un collège d'enseignement général », « une province, un lycée ».

En dépit des efforts fournis par les autorités du Burkina Faso, le taux de scolarisation à tous les niveaux restera en-dessous de celui préconisé par la conférence d'Addis-Abéba. Les efforts menés au cours de la décennie 1990-2000 permettront de relever les taux sans pour autant assurer l'atteinte de la scolarisation universelle. Au Burkina Faso comme dans les autres pays de la zone franc, cette décennie est toutefois marquée par une baisse drastique du pouvoir d'achat des ménages à cause des effets pervers de la dévaluation du franc CFA et du Programme d'ajustement structurel (PAS).

2. Les différentes réformes du système éducatif

Depuis son indépendance politique, le Burkina Faso a connu plusieurs réformes de son système éducatif. Ainsi dans le souci d'adapter le contenu de l'éducation aux réalités historiques, géographiques et culturelles du pays, les autorités entreprirent en 1962, une réforme. Mais le document final de cette réforme est jugé insuffisant parce qu'il était trop superficiel.

La réforme de 1967 quant à elle visait la ruralisation de l'école pour un pays qui était essentiellement rural et agricole. L'évaluation de cette réforme en 1970 trouva les résultats insuffisants et elle fut aussitôt abandonnée.

En 1974, avec le souci de lier l'enseignement à l'apprentissage d'un métier, une nouvelle réforme fut élaborée. Mais en 1984, le Conseil National de la Révolution (CNR) mit fin à la réforme sans qu'elle ne puisse faire l'objet d'évaluation. Il propose alors, une nouvelle école qui devrait être au service de la révolution. Mais cette réforme n'a pu voir le jour compte tenue des critique apparue dans les assemblées générales et les commissions du peuples chargé des secteurs ministériel.

Depuis 1991, la politique générale du secteur de l'éducation s'inscrit globalement dans la dynamique de la lettre d'intention de politique de développement et durable du gouvernement qui accorde une priorité à l'éducation de base.

Faisant écho à la constitution, la loi d'orientation de l'éducation, votée en 1996, réaffirme que « ***l'éducation est une priorité nationale. Tout citoyen a droit à l'éducation sans discrimination fondée sur le sexe, l'origine sociale, la race ou la religion*** » (Art.2). Cette loi définit les cycles terminaux de formation du système éducatif national et les finalités de l'éducation au Burkina Faso. C'est dire donc que la constitution et la loi d'orientation constituent les fondements du système éducatif actuel.

3. Cadre juridique des reformes de l'enseignement

Le Burkina Faso a initié diverses reformes au cours de la décennie écoulée et s'engage résolument vers une nouvelle forme de gestion de son système éducatif La constitution du Burkina Faso en son article 18 reconnaît le droit à l'éducation, à l'instruction et à la formation de tout citoyen burkinabé. Cette disposition constitutionnelle à conduit à l'adoption de la loi n°013/96 /ADP portant loi d'orientation de l'éducation par l'assemblée des députés du peuple (ADP), le 19 Mai . Cette loi fondamentale fixe les grandes orientations scolaires et professionnelles et détermine la structure du système éducatif et les différentes structures et précise en outre , le contenu général des cursus scolaires et les exigences professionnelles , médicales et éthiques requises pour exercer la profession d'enseignant. Au plan toujours de la législation scolaire, il existe un certain nombre de textes portant sur divers aspects du système éducatif. Il y a entre autres :

- *La loi n°39/98/AN du 30 Juillet 1998 portant (portant réglementation des établissements de l'état à caractère administratif) ;*
- *Le décret n°2001-143/PRES/PM/MEBA/MEF du 24 Avril 2001 portant approbation des statuts des écoles nationales des enseignants du primaire (ENEP) ;*
- *le décret n°2001-178/PRES/MEBA du mai portant adoption du plan d'augmentation de l'efficacité du système d'éducation de base ;*
- *le décret n°99- 254/PRES/PM/MEBA du 20 Juillet 1999 portant adoption d'un plan d'adoption d'un plan décennal de développement de l'éducation.*

MAROC (Driss SALEK)



RÉGIONS ÉCONOMIQUES

- ① CHAOUÏA-OUARADIGHA
- ② DOUKKALA-ABDA
- ③ FÈS-BOULEMANE

- ④ GHARB-CHARRADA-BENI HSEN
- ⑤ GRAND CASABLANCA
- ⑥ GUELMIN-SMARA

- ⑦ LAÏYOUNE-BOUJDOUR-SAKIA EL HAMRA
- ⑧ MARRAKECH-TENSIFT-AL HAOUZ
- ⑨ MEKNÈS-TAFILALET

- ⑩ ORIENTAL (L')
- ⑪ RABAT-SALÉ-ZEMMOUR-ZAËR
- ⑫ SOUS-MASSA-DRAA

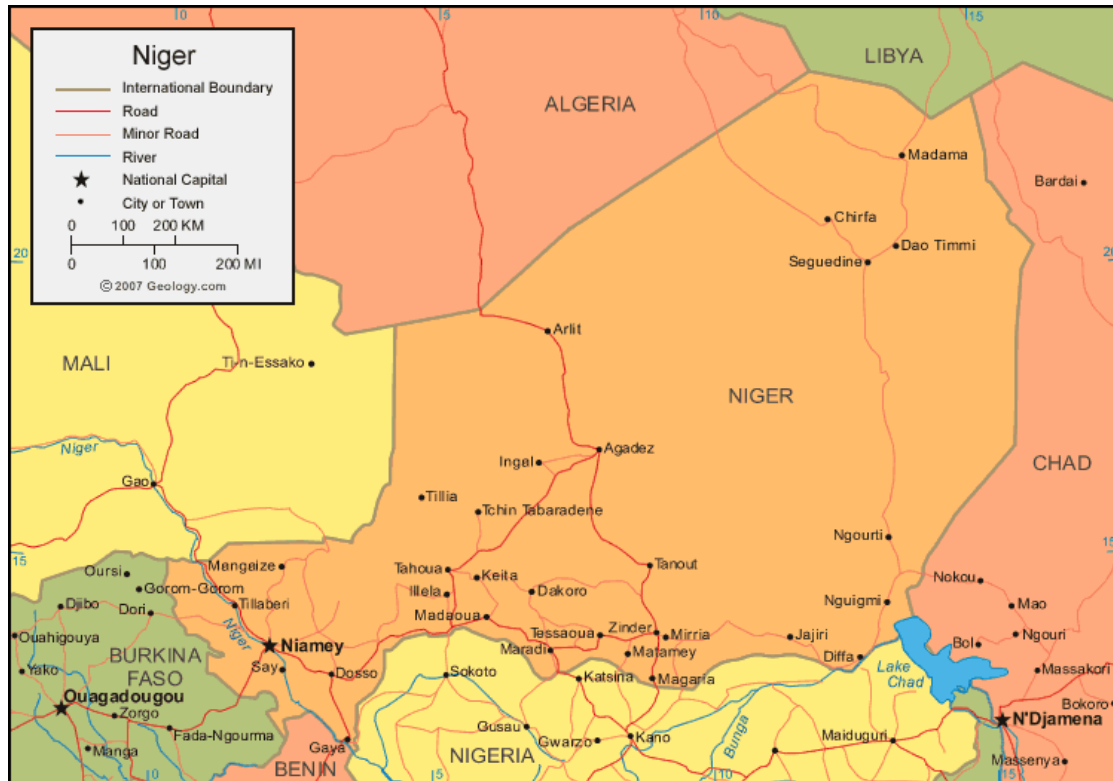
- ⑬ TADLA-AZILAL
- ⑭ TANGER-TÉTOUAN
- ⑮ TAZA-AL HOCEIMA-TAOUNAT



Le Maroc est un pays du nord-ouest de l'Afrique longue cote donnant sur l'océan atlantique se termine au-delà du détroit de Gibraltar sur la méditerranée .Le Maroc se singularise par

l'altitude élevée de ses montagnes et l'étendue relative de ses plaines ; de son histoire ; de ses villes impériales. La population actuelle est de 32,18 millions dont 49/100 masculine et 51/100 féminine. La situation politique marocaine est complexe ; c'est une monarchie parlementaire ; cette monarchie n'a pas promu une réforme afin de répondre à la pression de la rue. L'économie du Maroc est une économie de marché ; classé comme faisant partie des pays émergents. Notre syndicat est le syndicat national de l'enseignement (sne) affilié à la centrale la fédération démocratique du travail (fdt). Dans le secteur de l'éducation ; il y a 38 syndicats !!! et parmi eux 5 syndicats représentatifs suivant les élections professionnelles du 19mai2009 et qui sont : sne(fdt) ;sne(cdt) ;fnfe(untm) ;fle(ugtm) et fne(umt). Le système des relations de travail s'appuie notamment sur le code de travail du Maroc. Au Maroc ; le système éducatif est organisé en deux secteurs public et privé et a été retenue par la charte nationale d'éducation et de formation et par un plan d'urgence.

Niger (Mariama CHIPKAOU)



Contexte

- Présentation du Niger (15 millions d'habitants, activités économiques)
- 70 syndicats dans le secteur de l'éducation au Niger
- Appartenance à plusieurs centrales syndicales
- Politisation à outrance des syndicats
- 79 % des enseignants du public sont des contractuels

Les difficultés

- La fragmentation continue des syndicats
- Diminution des cotisations syndicales
- La déprofessionnalisation de l'enseignement
- Difficultés à faire aboutir nos revendications

Les conséquences

- Aucun syndicat ne peut imposer au gouvernement le respect de ses engagements
- Création par les centrales syndicales d'un nouveau cadre de négociation
- Perte progressive de considération pour l'enseignant.

Les perspectives

- L'organisation des élections professionnelles;
- L'unité syndicale à travers la création d'un cadre unitaire ;
- La révision du statut particulier et du régime indemnitaire du personnel de l'éducation ;
- L'arrêt de la contractualisation de l'enseignement.

Conclusion : Pour faire face aux méfaits de la crise économique sur le secteur de l'éducation, les syndicats d'enseignants doivent trouver des stratégies pour la revalorisation de la profession enseignante et l'amélioration de la qualité de l'éducation.

République démocratique du Congo (Augustin TUMBA-NZUJI)



III. PRESENTATION DE LA RDC

2. ASPECT GEOGRAPHIQUE

La RDC, avec ses 2 345 000 Km², est le deuxième pays le plus vaste du continent africain, derrière l'Algérie ; la moitié du territoire national est couverte de forêts denses et marécageuses qui rendent la construction et l'entretien du réseau routier onéreux. Les régions forestières abritent une grande diversité de populations dont une bonne partie, notamment les pygmées, n'est pratiquement pas recensée. Les voies fluviales, nombreuses, constituent souvent la seule alternative au transport routier : un tel environnement offre au pays des opportunités à saisir et des défis à relever.

Avec une population estimée à plus de 70 millions d'habitants, la RDC est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne et selon l'enquête, 70% de la population vivent en milieu rural. Le pays est sous-peuplé avec une densité de 30 habitants au Km² ; mais une population inégalement répartie. Kinshasa, la capitale, compte la plus forte densité du pays, soit 577 habitants au Km². Malgré ses nombreuses richesses, la RDC est classée parmi les pays les plus pauvres du monde, 167^{ème} sur 175 pays, d'après un des récents rapports du PNUD. La population de la RDC connaît un taux de croissance annuel de 3,2%. Elle comprend 51% de femmes et 49% d'hommes et se répartit comme suit : 46% de moins de 15 ans, 50% de 15 à 59 et 4% de 60 ans et plus.

3. ASPECT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Toutes ses matières premières sont destinées à l'exportation ; il en est de même pour son industrie manufacturière. Au jour d'aujourd'hui, l'économie congolaise s'est détériorée à la suite de l'instabilité politique, des guerres, des pillages, des détournements, de la mauvaise gouvernance, de l'absence du dialogue franc avec les partenaires, de faiblesses des exportations et leur concentration sur les produits miniers essentiellement.

Paradoxalement, pays potentiellement riche, le niveau de pauvreté de la population reste assez élevé. En 2010, l'indice de pauvreté était de 0,239 et 71% de la population qui vit avec moins d'un dollar par jour et par personne. Il est renseigné que « (...) près d'un enfant sur 5, issu de mère sans aucune éducation scolaire, meurt avant l'âge de 5 ans contre 1 enfant sur 10 nés de mère ayant le niveau d'instruction secondaire ».

La RDC est un pays post-conflit où persistent encore des poches d'insécurité, notamment dans sa partie orientale avec un impact négatif sur les infrastructures sociales et sur toute une génération de citoyens vulnérables, à savoir les femmes, enfants et les jeunes.

Depuis le mois de juillet 2008, on observe un essoufflement de la croissance économique principalement dû à l'effondrement du secteur minier, conséquence de la crise financière internationale. Cette conjoncture a, de toute évidence, des effets défavorables sur le

développement du système éducatif : stagnation ou amenuisement des ressources allouées à l'éducation, estimées à 7,2% du budget de l'Etat pour 2010 et près de 13% aujourd'hui.

La RDC est parmi les 9 nations qui comptent près de trois cinquièmes d'enfants non scolarisés du monde et qui se heurtent à de graves obstacles à la réalisation des OMD en éducation. Il s'agit : du Bangladesh, de l'Éthiopie, de Haïti, de l'Inde, du Nigéria, du Pakistan, de la République Démocratique du Congo, du Soudan du Sud et du Yémen.

En avril 2013, les ministres des Finances et de l'Éducation de la RDC participeront aux réunions ministérielles sur l'éducation pour tous. Ces réunions qui se tiendront à Washington permettront à la RDC de mener un dialogue avec les partenaires techniques et financiers dans le but de créer de meilleures opportunités d'élargir l'accès à l'éducation et d'améliorer la qualité des apprentissages scolaires.

La situation sociale de l'ensemble de la population active en RDC n'est guère reluisante. On observe le taux élevé de mortalité et du chômage, la modicité de salaire, la malnutrition, l'accès difficile à l'éducation (près de 8 millions d'enfants en âge scolaire se retrouvent hors du système éducatif) et aux soins de santé de qualité, une forte prévalence de maladies contagieuses et une pauvreté aiguë. Cet environnement n'a jamais favorisé ni l'accès, ni la qualité de l'enseignement et ni même la bonne gouvernance dans ce domaine. A noter que 50% de la population de la RDC est active ; 96% de la population active évoluent dans l'économie informelle contre 4% seulement dans l'économie formelle.

4. ASPECT POLICO-ADMINISTRATIF

Etat unitaire, mais très déconcentré, la RDC comprend actuellement onze (11) provinces sur les vingt-six prévues par la Constitution en vigueur. Chaque province est divisée en districts, lesquels sont, à leur tour, divisés en territoires, les territoires étant, eux-mêmes, divisés en secteurs et sous-secteurs, en villages ou localités. La RDC compte quarante et un (41) districts et deux cent vingt-deux (222) territoires.

Seize (16) ans de transition politique (1990-2006) et près de dix (10) ans de conflit armé ; après environ deux (2) décennies de crise, la RDC est aujourd'hui considérée comme un pays en situation de post-conflit. Elle accuse de lourds handicaps politiques, économiques et sociaux et le processus de démocratisation n'en est qu'à ses débuts. Dans un tel climat, il est difficile d'exercer la liberté d'association et même celle d'aller et revenir à son gré car la démocratie est surtout nominale ; c'est-à-dire, elle ne se trouve conservée que dans les textes.

La situation qui prévaut dans les provinces du Nord et du Sud Kivus confirme la déliquescence de l'Etat congolais. On note l'absence d'une armée nationale forte, la perméabilité des frontières, le disfonctionnement de l'Administration et la gestion chaotique des affaires publiques par les gouvernements et régimes qui se sont succédé, la faiblesse de l'Etat face aux pressions et ambitions internes et externes. Cette faiblesse profite aux mafias

politico-militaires internes et externes qui trouvent leurs intérêts dans une situation de conflit et de désordres permanents. Ainsi, une culture de rébellion s'est développée dans cette partie de notre pays d'autant plus que ces rebellions sont soutenues par la communauté internationale au mépris des règles et pratiques du Droit international relatives au respect des frontières entre Etats. Conséquences de toutes ces ambitions sont : la population est dans l'insécurité totale ; plusieurs écoles sont détruites ; les élèves ne vont pas à l'école ; les violences à l'égard de la femme ; les pillages et les tueries sont enregistrés chaque jour qui passe. Il y a lieu de penser à ces enfants sans soutien, qui appellent au secours chaque jour.

IV. SYNDICALISME DE L'EDUCATION EN RDC

Comme partout ailleurs où les Conventions 87 et 98 ont été ratifiées, l'existence d'un Syndicat est constatée par la simple voie de déclaration à l'issue de laquelle est délivré un Arrêté d'enregistrement en RDC.

Avide de la majorité et sans élections, le Gouvernement organise dans le secteur des négociations telles que les participants sont désignés nommément par l'Arrêté du Ministre, et pour tout recours à lui, il vous revoie auprès de l'Intersyndicale qui est contre quiconque n'est pas pour le système qu'il a établi.

Ainsi se retrouvent Fédérations, Syndicats interprofessionnels et professionnels, Syndicats-maison, enregistrés ou pas, anciens et nouveaux, pourvu d'être avec les « Intersyndicalisés », alors que nombre de Syndicats évoluent en dehors du cadre tracé par le gouvernement.

Un enseignant congolais gagne moins de **soixante-dix (70) dollars** américains par mois, à Kinshasa. Au cours des négociations qui durent en moyenne quatre jours, les participants figurant dans la liste de l'Arrêté du Ministre dont les représentants du Gouvernement gagnent chacun au moins **mille (1000) dollars américains...** Comme pour dire merci de votre accompagnement.

Les journaux qui paraissent à Kinshasa en parlent, mais sans succès. Selon que l'on est proche du Gouvernement ou pas, on se fait représenter par même cinq (5) personnes pour gagner le plus d'argent possible pour soi et le moins d'avantages pour la communauté enseignante.

Avec la modicité des salaires, les Syndicats mallette (sans adresse) sans membres cotisants se sont multipliés rodant autour du Ministère et du Secrétariat Général de l'Enseignement pour "créer" des sources de gain ; ainsi, les négociations sont trop mal préparées parce que les négociateurs syndicalistes n'ont pas la formation requise... C'est l'état de leurs poches qui importe : les jetons de présence accordés sont très élevés et des missions hors leur compétence leur sont confiées, commentent des journaux.

Les syndicalistes sont trop peu associés aux réalisations du Gouvernement en faveur ou non des enseignants. D'ailleurs si les réunions du Groupe Thématique Education auxquelles prennent part les trois affiliés de l'IE étaient payantes, à cette heure il y aurait dispute de place avec les Syndicats-Maison !

Ces cas de violations des droits syndicaux doivent être combattus sans ambages de manière à démocratiser le dialogue social (monologue aujourd'hui) dans le secteur, le mieux pour défendre les intérêts des enseignants de la RDC

V. SYSTÈME EDUCATIF EN RDC

Organisation et structure du système éducatif

Trois Ministères se partagent la charge des sous-secteurs clés du système éducatif congolais ; le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP), le Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche Scientifique (ESURS) et le Ministère des Affaires Sociales (MAS). D'autres Ministères sont impliqués, bien qu'à des degrés divers, portant ainsi à six (6) le nombre de Ministères concernés par l'éducation (+ Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale ; Ministère de la Jeunesse et des Sports et Ministère de la Santé Publique).

Les trois Ministères clés constituent les trois sous-secteurs de l'éducation ; leurs programmes dits officiels sont suivis par les privés qui sollicitent leur agrément auprès de l'un d'eux et selon le cas, avant de commencer à fonctionner sur le territoire national. Le suivi dans les établissements privés et publics est assuré par des Inspecteurs de l'enseignement.

L'éducation formelle est assurée par les sous-secteurs Ministère de l'EPSP et le Ministère de l'ESURS. Le Ministère de l'EPSP comprend trois (3) niveaux : maternel, primaire et secondaire. Le niveau d'enseignement maternel ou pré-primaire est facultatif, il est organisé en un cycle de trois (3) ans et accueille les enfants âgés de 3 à 5 ans ; il est géré en grande partie par le secteur privé. Le niveau d'enseignement primaire est organisé en un cycle de six (6) ans répartis en trois (3) degrés : élémentaire, moyen et terminal de deux (2) ans chacun. Sont admis en 1^{ère} année de primaire, les enfants ayant six ans révolus.

L'Education Non-Formelle (ENF) est le domaine du Ministère des Affaires Sociales ; elle couvre le Rattrapage scolaire, l'Alphabétisation des jeunes et des adultes, l'Apprentissage professionnel et l'Education permanente des adultes ; c'est la Direction Générale de l'Education Non Formelle (DGENF), branche spécialisée du Ministère, qui coiffe ce domaine. Elle organise des études de niveau primaire qui se déroulent en 3 ans, résultat de la fusion des deux classes par degré dans le cadre du Rattrapage scolaire. Tourné vers les démunis, ce Ministère organise aussi l'enseignement Maternel (préscolaire), primaire, secondaire et supérieur dans le cadre de l'Education Formelle au sein des Centre d'Action Sociale Intégrée (CASI) et des Centres Féminins.

Politique éducative

Le Gouvernement a adopté, en mars 2010, une stratégie de développement du sous-secteur de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel qui vise l'atteinte de la scolarité primaire universelle en 10 ans. Les principaux leviers de cette stratégie sont : la gratuité de l'enseignement primaire et le renforcement des investissements éducatifs (infrastructures, équipements, formation etc.).

Un Plan d'opérationnalisation de la Stratégie de l'EPSP, dénommé Plan Intérimaire de l'Education (PIE; 2012-2014) a été adopté en juin 2012 et endossé en juillet 2012 par le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers qui soutiennent le secteur de l'Education. Cette bonne planification du développement du secteur a mobilisé un nombre important de bailleurs et a permis à la RDC d'être admise au Partenariat mondial pour l'éducation avec comme retombée immédiate un financement de cent millions de dollars américains (100 000 000 \$) pour la période 2013-2015.

La disposition constitutionnelle de la gratuité de l'enseignement primaire est mise en application de façon progressive à partir de la rentrée scolaire 2010/2011. Les axes forts de cette stratégie s'articulent autour de la suppression des frais scolaires, la prise en charge par le Gouvernement des frais de fonctionnement des écoles primaires et des Bureaux. Présentement, cette mesure est mise en œuvre dans les 5 premiers niveaux du primaire et ce, sur l'ensemble du pays en dehors de Lubumbashi et Kinshasa.

Pour brosser succinctement les problèmes du système éducatif en RDC, retenons qu'il y a :

1. Une couverture faible au niveau primaire avec de grandes inégalités dans l'accès ;
2. Une grave détérioration de la qualité de l'éducation à tous les niveaux ;
3. Un système d'administration scolaire lourd et désuet avec une prolifération de structures administratives dont le financement constitue une charge supplémentaire pour les parents ;
4. Un très bas niveau de dépenses et un système de financement inefficace et inéquitable ;
5. Le délabrement criant des infrastructures d'enseignement à tous les niveaux et insuffisance révoltante des équipements et des matériels didactiques
6. La dépréciation de la fonction enseignante, de sorte qu'il y a de moins en moins d'étudiants inscrits pour devenir des futurs enseignants.

AMERIQUE du NORD

ONTARIO

QUEBEC

ONTARIO (Carol JOLIN)



Province canadienne

L'Ontario est la plus peuplée des provinces du Canada. Elle se trouve dans le centre-est du pays. Sa capitale est Toronto, qui est également la plus grande ville canadienne. [Wikipedia](#)

Population : 12 851 821 (2011)

Superficie : 1 076 395 km²

Date de fondation : 1 juillet 1867

PIB : 597,2 milliards CAD (2008)

Situation en Ontario

Le Canada compte quelques 35 millions d'habitants. 13 millions se retrouvent en Ontario. Cette province compte environ 500 000 franco-ontariens. Il existe plus de 400 écoles francophones réparties dans 12 conseils scolaires dont nous avons la pleine gestion. Nous avons donc 12 unités syndicales sous le parapluie d'un conseil exécutif provincial.

L'Ontario est une des principales provinces du Canada, un de ses moteurs économiques essentiels. La récession de 2009 a frappé le milieu manufacturier de plein fouet se traduisant par de nombreuses mises à pied et fermetures d'entreprise. La province fait face à un déficit de 12 milliards de dollars.

Principaux faits saillants des derniers mois:

- Démission de Premier ministre sous les attaques répétées des Conservateurs sur deux scandales. Prorogation du Parlement durant 5 mois.
- Course à la chefferie.
- Deux des filiales syndicales sans entente poursuivent une grève de zèle à l'automne alors que nous avons jusqu'au 31 décembre pour nos entendre avec les conseils scolaire pour implanter le protocole d'entente négocié à l'été. Les conseils n'ayant pas été présent à la table ne font aucun effort pour implanter le protocole (lire grève du zèle). Impasse.
- Janvier: la Ministre de l'éducation impose le protocole aux conseils scolaires. Des règlements issus du gouvernement viendront préciser les clauses négociées. Beaucoup d'ambiguïtés, le personnel chargé de ce travail n'ayant pas été présent à la table de négos. Il y a un processus pour le règlement de différends. Constatation: nous serons déjà dans la prochaine phase de négociation par le temps que tous les différends aient été adressés!
- Assermentation d'une nouvelle ministre de l'éducation.

- Discussions pour tenter de ramener le parascolaire dans les écoles. Ceci créé une grande dissension chez les membres du secondaire particulièrement, divisant le personnel enseignant entre celles et ceux qui voudraient recommencer le parascolaire et celles et ceux qui disent qu'il faut demeurer solidaire à la position du syndicat.

-Le syndicat des écoles secondaires publiques acceptent de suspendre sa position n'obtenant véritablement rien en retour. Beaucoup de frustration chez leurs membres qui se sentent trahis. Le climat de travail dans les écoles est très lourd.

- Le syndicat des écoles élémentaires publiques refuse de suspendre sa position et poursuit sa grève du zèle, au grand mécontentement des élèves et des parents. L'opinion publique est contre les enseignantes et les enseignants. Cette publicité négative touche toutes les filiales, avec ou sans entente. À l'automne, j'ai donné de nombreuses entrevues où mon seul but était de remettre les pendules à l'heure.

- Profitant de la situation, les Conservateurs (opposition officielle) fourbissent leurs armes et cherchent à gagner du capital politique en publiant plusieurs livres blancs dont un sur l'éducation qui propose leurs solutions à la situation économique de la province et à la situation avec les filiales sans entente. Les faits saillants prévoient d'autres gels de salaires, des coupures de personnel enseignant et d'éducateurs, une nouvelle définition de la tâche des enseignantes et des enseignants pour inclure le parascolaire et une réforme des plan de pension (visant directement celui des enseignantes et des enseignants. Les syndicats sont dans leur mire: les Conservateurs voudraient faire de l'Ontario la première province "right to work" en abolissant la formule Rand qui fait en sorte que les cotisations syndicales sont prélevées pour les rendre optionnelles, au choix des membres. Ils n'ont jamais digérés qu'une des filiales syndicales ait prélevé 60\$ par membre lors des dernières élections, soit quelque 3 millions de dollars qui ont été utilisés à la propagande anti-conservateurs.

- Dans notre situation de gouvernement minoritaire, les Conservateurs disent non à tout et le véritable pouvoir est dans les mains des Néo-démocrates qui pourraient obliger les Libéraux à tenir des élections que la population ne veut pas lors du dépôt du budget en avril. Les trois partis son nez à nez dans les sondages.

- Au fédéral, le gouvernement conservateur majoritaire a favorisé le passage d'un projet de loi privé en l'appuyant massivement au départ puis en accélérant son approbation avant que les syndicats n'aient le temps de s'organiser pour le contester. Cette loi est maintenant devant le Sénat. Elle obligera les syndicats à afficher publiquement sur un site web toutes leurs dépenses de plus de 5 000\$. Plusieurs éléments de cette loi seront devant les tribunaux pour de nombreuses années.

Rapport de l'AEFO à la rencontre du CSFEF
Mars 2013

QUEBEC (Louise CHABOT, Gabriel MARCHAND)



Présentation du Québec.

1- La population

Le Québec fait partie du Canada. Il est l'une des dix provinces de cette fédération. Il compte 7,9 millions d'habitants, soit près du quart de la population canadienne. Ils se concentrent principalement dans la partie sud du territoire en bordure du fleuve Saint-Laurent et, tout particulièrement, dans la région de Montréal, où vivent près de 50 % des Québécois.

Population majoritairement d'origine française, de nombreux Québécois sont également d'origine britannique ou plus largement européenne. Depuis le début du XXe siècle, quelque 700 000 immigrants venus d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie se sont joints à la société québécoise. Fort d'une importante proportion de citoyens d'origine étrangère, dont 10 % sont nés outre-frontières, le Québec abrite dix nations amérindiennes et une nation Inuite constituant 1% de sa population.

2- Le territoire

Le territoire du Québec fait trois fois celui de la France. Situé au nord-est du continent américain, le Québec est une terre de contrastes, tant par la diversité de son territoire que par la variabilité de son climat.

La plus vaste des dix provinces de la fédération canadienne occupe une superficie de 1,7 million de kilomètres carrés. Elle est parsemée d'un million de lacs et de rivières, et traversée sur 1 200 kilomètres par le Saint-Laurent. Ce fleuve mythique aux allures de mer est l'une des plus grandes voies navigables du monde, et assure en toutes saisons un accès direct au cœur du continent.

Deux chaînes de montagnes longent le fleuve et des forêts majestueuses couvrent plus de la moitié du territoire. On y trouve différents types de végétations: la forêt boréale au sud, la taïga au centre et la toundra plus au nord où se situent les monts Torngat, qui dominent l'immensité du Nunavik.

3- La langue officielle

Le Québec est une société très largement francophone. La majorité de la population, soit 83 %, parle le français à la maison, alors que 10 % y parle l'anglais et 6% une autre langue. La population québécoise présente le taux de bilinguisme (français-anglais) le plus élevé au Canada : plus de 40 %. À Montréal, où le pourcentage de bilinguisme est le plus élevé (57 %), une part importante de la population (22 %) maîtrise également une troisième langue.

4- Le système politique

Le système politique québécois est d'inspiration britannique alors que son système juridique se caractérise par la cohabitation du droit privé d'origine française (droit codifié) inspiré du Code Napoléon et du droit public d'origine anglaise (common law).

Le Canada est une fédération; il y a donc partage de juridictions entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces. L'éducation relève des provinces.

Le gouvernement fédéral est actuellement dirigé par le Parti Conservateur; celui-ci multiplie les législations et politiques de droite. Le gouvernement du Québec est actuellement dirigé par le Parti Québécois, un parti nationaliste (souverainiste) de tendance sociale-démocrate; celui-ci est toutefois minoritaire.

5- Le système d'éducation

Le système d'éducation québécois datant de la Révolution tranquille (les années 1960) est obligatoire (jusqu'à 16 ans) et gratuit, jusqu'au collégial.

- Le système comporte quatre ordres d'enseignement : primaire, secondaire, collégial et universitaire.

- Préscolaire/ Primaire : À la suite du préscolaire, six années de scolarité, divisées en trois cycles de deux ans. Âge d'admission en première année fixé à six ans. Enseignement concentré sur les matières de base de la formation générale

- Secondaire : Formation générale de cinq ans, divisée en deux cycles :

Premier cycle, d'une durée de trois ans, pour consolider la formation reçue au primaire et commencer à s'orienter sur le plan professionnel

Au deuxième cycle, ajout de matières à option pour explorer les différentes disciplines (sciences, arts, etc.). Conduit au DES (diplôme d'études secondaires)

Au deuxième cycle du secondaire, offre également de programmes de formation professionnelle qui conduisent à l'exercice d'un métier (plus de 170 programmes dans 21 secteurs de formation).

Conduit au DEP (diplôme d'études professionnelles) suivi éventuellement d'une ASP (attestation de spécialisation professionnelle)

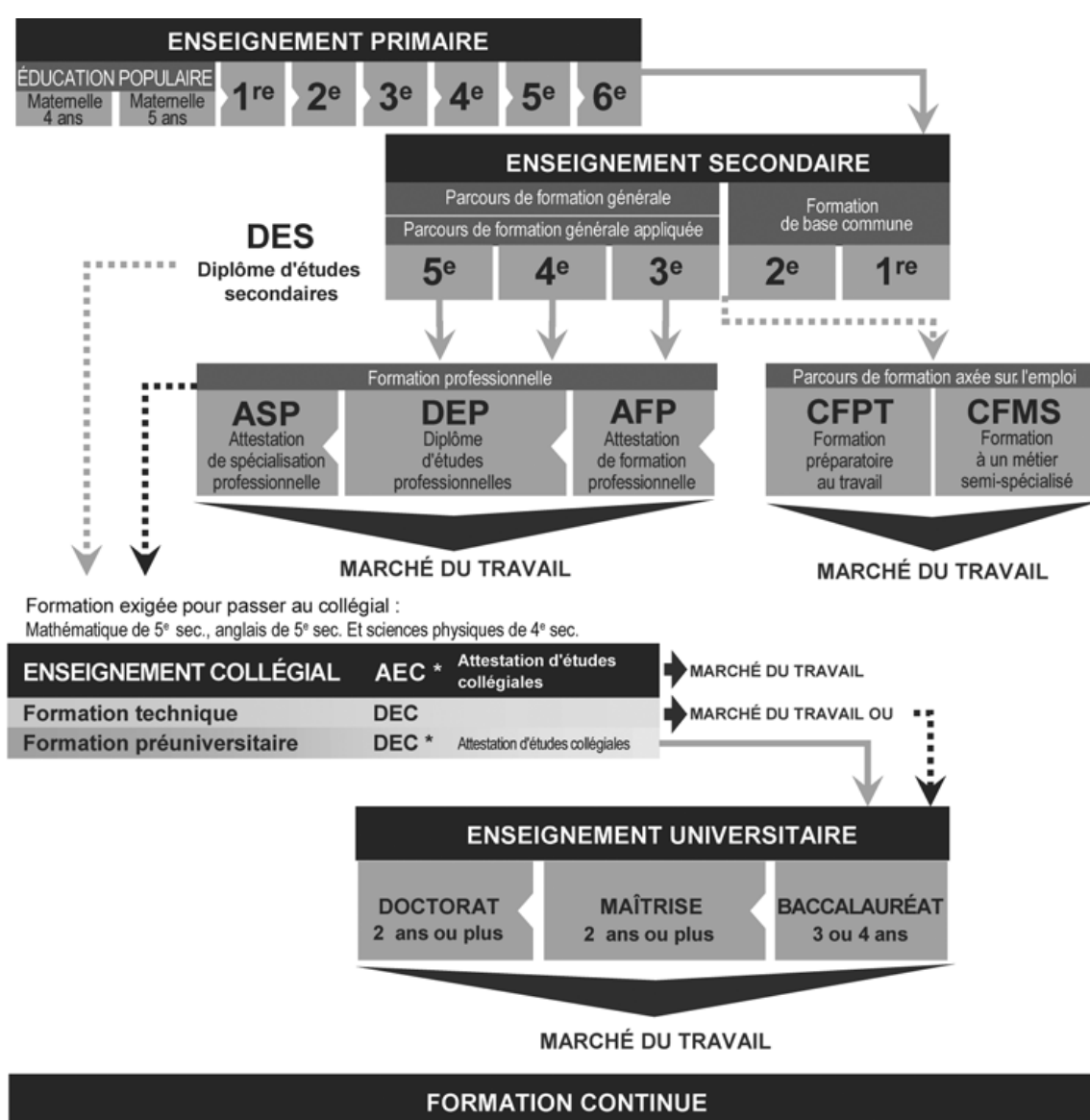
Après la troisième secondaire, possibilité d'entreprendre un programme de formation menant à une AFP (attestation de formation professionnelle) habilitant à exercer un métier semi-spécialisé.

- Collégial : Ordre d'enseignement particulier au système québécois
Programmes de formation pré-universitaire de deux ans et programmes de formation technique de trois ans, conduisant à l'obtention d'un DEC (diplôme d'études collégiales)

- Universitaire : Structure des études proche de celle qui a cours en Amérique du Nord en général, sauf les baccalauréats qui exigent généralement trois années d'études plutôt que quatre, tenant ainsi compte de l'amorce de spécialisation faite au collégial
3 cycles d'enseignement :

- Le premier conduit à l'obtention du baccalauréat
- Le deuxième cycle correspond à deux années d'études supplémentaires et conduit à l'obtention d'une maîtrise
- Le troisième cycle, d'une durée d'environ trois ans, est sanctionné par un doctorat
- Divers programmes de premier cycle, comme les certificats d'études universitaires, permettent en outre aux universités d'offrir des formations professionnelles complémentaires.
- Le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS) chapeaute l'ensemble du système d'éducation québécois sur la base d'un partage de responsabilités avec les divers réseaux de l'enseignement (commissions scolaires, cégeps, universités, établissements d'enseignement privé, écoles gouvernementales).
- Le système d'éducation est formé d'établissements publics et privés. Dans le réseau d'éducation public, l'enseignement à temps plein est gratuit pour tous les résidents du Québec au primaire, au secondaire et au collégial. Les universités perçoivent des droits de scolarité (plus faibles que dans les autres juridictions nord-américaines) et des aides nombreuses sont offertes aux étudiants.

- Le Québec consacre une part plus importante de son PIB à l'éducation que les autres pays de l'OCDE principalement à cause des coûts de l'enseignement plus élevés. En 2008-2009, la dépense globale d'éducation par rapport au produit intérieur brut (PIB) était estimée à 7,7% au Québec. À titre de comparaison, la part du PIB consacrée à l'éducation dans le reste du Canada s'établissait à 6,2%. Plus de 60% de la population active possède un diplôme d'études post-secondaires ou universitaires. C'est l'un des taux les plus élevés du monde, selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



* AEC : on peut accéder à cette formation sans avoir obtenu un DES : on doit toutefois avoir interrompu ses études pendant deux trimestres consécutifs.

6- L'économie du Québec

L'économie du Québec a profondément changé au cours des dernières décennies. Longtemps reconnue pour l'abondance et la variété de ses ressources naturelles, elle peut maintenant compter sur un vigoureux secteur des services, qui représente près de 70 % de son PIB, et sur des industries de pointe qui prennent de plus en plus d'importance.

7- Le syndicalisme

Le Québec est toujours l'endroit qui affiche le plus fort taux de présence syndicale en Amérique du Nord, selon des données du ministère du Travail de la province, dévoilées pour l'année 2011. La présence syndicale québécoise était de 39,5 % en 2011, alors qu'elle de 30 % ailleurs au Canada et de 13 % aux États-Unis.

En 2011, le plus haut taux de présence syndicale au Québec se situe dans le secteur des administrations publiques, avec une proportion de 81,4 %, comparativement à près de 75 % dans le reste du pays et à environ 40 % aux États-Unis.

8- Les relations de travail

Les relations de travail sont encadrées par un code du travail. Un syndicat auquel adhère la majorité des salariés d'un employeur est accrédité pour représenter la totalité des salariés de cet employeur et celui-ci a l'obligation de négocier les conditions de travail avec ce syndicat. La convention collective négociée entre l'employeur et le syndicat a une durée déterminée et le recours à la grève est interdit pendant la durée de la convention collective.

9- La Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

La CSQ représente près de 200 000 membres, dont 130 000 environ font partie du personnel de l'éducation.

La CSQ compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés en fonction des secteurs d'activité de leurs membres ; s'ajoute également l'AREQ (CSQ) – Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec.

Les membres de la CSQ occupent plus de 350 titres d'emploi. Ils sont présents à tous les ordres d'enseignement (personnel enseignant, professionnel et de soutien) de même que dans les domaines de la garde éducative, de la santé et des services sociaux (personnel infirmier, professionnel et de soutien, éducatrices et éducateurs), du loisir, de la culture, du communautaire et des communications.

La CSQ compte en ses rangs environ 75 % de femmes et 30 % de jeunes âgés de moins de 35 ans.

Deux autres centrales comptent un plus grand nombre de membres mais la CSQ est la Centrale représentative des services publics. Elle regroupe principalement des travailleuses et des travailleurs du secteur public. Elle est le lieu privilégié pour développer la nécessaire coopération entre les services sociaux et de santé, et les services d'éducation. La majorité des enseignantes et enseignants du préscolaire-primaire et secondaire sont affiliés à la CSQ.

À la suite du dernier Congrès de la CSQ, en 2012, dont le thème était *Définir notre avenir*, le Conseil général a retenu les quatre priorités suivantes dans le cadre de l'adoption du plan d'action :

- Négocier les conditions de travail de nos membres ;
- Défendre, positionner et promouvoir notre projet de société ;
- Se porter à la défense des services publics, de leur qualité, de leur accessibilité, de leur universalité et de leur financement, et défendre et valoriser le personnel ;
- Consolider et développer notre organisation et renouveler l'action syndicale.

La situation économique actuelle expose les services publics, dont ceux de l'éducation, aux compressions budgétaires des gouvernements et alimente les attaques à l'endroit des droits syndicaux. La centrale est confrontée à ces enjeux.

EUROPE

MOLDAVIE

ROUMANIE

SUISSE

FRANCE

MOLDAVIE (Dimitru IVANOV)



La **Moldavie**, en forme longue **République de Moldavie** (en [roumain](#) : Moldova et Republica Moldova), ou **République de Moldova**⁴, est un pays d'[Europe orientale](#) situé entre la [Roumanie](#) et l'[Ukraine](#), englobant des parties des régions historiques de [Bessarabie](#), et de [Podolie](#) méridionale (dite [Transnistrie](#) en roumain). La Moldavie est membre-signataire de l'[Accord de libre-échange centre-européen](#) et du [GUAM](#) (Organisation pour la démocratie et le développement).

Géographie

La Moldavie est localisée en [Europe orientale](#). D'une superficie de 33 843 km², la Moldavie s'étend sur 450 km du nord au sud et 200 km d'est en ouest.

- Point extrême nord, Naslavcea : 48°28'
- Point extrême sud, le port de Giurgiulești sur le [Danube](#) : 45°28'
- Point extrême ouest, Criva sur le [Prut](#) : 26°40'
- Point extrême est, Palanca sur le [Dniestr](#) : 30°06'
- Altitude maximum, colline de Bălănești : 430 m
- Altitude minimum, basse plaine du Dniestr près de la [mer Noire](#) : 0,8 m.

Occupation des sols :

- terre arable : 53 %
- cultures céréalières : 14 %
- pâturages : 13 %
- forêts anthropisées : 9 %
- constructions, routes, etc. : 8 %
- espaces naturels primaires : 3 %

La République de Moldavie occupe le tiers central de l'ancienne [gouvernia](#) russe de [Bessarabie](#) telle qu'elle avait été définie en 1812, lorsqu'elle fut enlevée à la Principauté de Moldavie, entre le [Prut](#), le [Dniestr](#) et la [mer Noire](#).

Le reste de la Bessarabie de [1812](#) appartient aujourd'hui à l'[Ukraine](#) : [Hotin/Khotin](#) au nord-ouest, et le [Boudjak](#) au sud-est (avec les quatre ports de [Reni](#), [Izmail](#), [Chilia/Kiliya](#) et [Cetatea Albă/Bilhorod-Dnistrovskiy](#)) entre la République de Moldavie, la Roumanie, l'embouchure du [Dniestr](#) et la [mer Noire](#)).

Ainsi enclavée, la République de Moldavie s'étend aussi sur une partie de la [Podolie](#) (rive gauche du Dniestr) qu'elle partage également avec l'[Ukraine](#). C'est là que se situe la [République moldave du Dniestr](#), non reconnue par la communauté internationale.

Environnement et patrimoine

Les paysages moldaves ressemblent à ceux de la région française de [Bourgogne](#), bien que les roches sous-jacentes soient géologiquement plus jeunes ([Cénozoïque](#)). Les versants [adrets](#) sont propices à la [viticulture](#), les [ubacs](#) conservent fréquemment leur couvert forestier, notamment dans le [Codru](#). La Moldavie a conservé un environnement encore riche : elle est, comme d'autres pays de l'Est de l'Europe, parmi les premiers à avoir concrétisé, avec l'aide des associations environnementales « Biotica » et « M.E.M. » un [réseau écologique national](#)⁵, avec un plan d'action pour la protection de la [biodiversité](#), déclinaison locale du [réseau écologique paneuropéen](#) (plan approuvé le 27 avril 2001).

En 2001, les noyaux du réseau écologique y couvraient 73 145 ha, incluant cinq réserves scientifiques (19 378 ha), près de 30 réserves naturelles (22 278 ha), 13 territoires ayant un autre statut de protection (4 350 ha), 13 habitats humides étant repérés, mais encore sans statut de protection (24 592 ha). Des corridors biologiques d'importance nationale et/ou internationale ont été distingués et cartographiés dans ce plan. L'une des plus anciennes de ces réserves est celle du Codru, en altitude (432 m) au centre du pays.

Le patrimoine historique et architectural est constitué par des monastères et églises, des citadelles médiévales, des bâtiments classés monuments historiques et des sites archéologiques. Il est du ressort de l'Académie des sciences, du Ministère de la culture et, pour les églises, également des instances ecclésiastiques. Suite à la division de la Bessarabie en 1940, une partie du patrimoine moldave ancien (citadelles de Hotin et de Cetatea Albă, par exemple) se trouve aujourd'hui en Ukraine. (Document Wikipédia)

Le pays a obtenu son indépendance le 27 août 1991.

La Moldavie a adhéré à l'Organisation Internationale de la Francophonie en 1997. A présent la Moldavie est membre de l'ONU, membre du Conseil de l'Europe, de l'Organisation Mondiale du Commerce, membre de la CE1, de POSCE, le GUAM, la CEMN.

La Moldavie est un pays multiethnique. Les moldaves représentent 64% de la population, les Ukrainiens 14%, les russes 13% et d'autres nationalités (gagauzi, bulgares, juifs, grecs, turcs, gitans). Lorsqu'il y a tant de nationalités sur un territoire comme la Moldavie, il est évidente qu'on y parle des langues différentes, la langue officielle dans la Constitution est le moldave, qui est un dialecte issu de la langue roumaine et appartient au groupe des langues romaines. 79 % des habitants de la Moldavie ont déclaré que le moldave était leur langue usuelle (dont 63 % l'ont déclaré comme langue maternelle), 2,2 % se sont déclarés de langue maternelle roumaine, 27 % le russe ou l'ukrainien. La grande majorité des habitants sont bilingues, parfois trilingues.

Selon des chiffres officiels, environ 1/4 de la population active a émigré (pays d'Europe occidentale principalement, Russie et Ukraine) Les roumanophones choisissent surtout la Roumanie, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, les slavophones surtout les pays ex-soviétiques enfin la Pologne et l'Allemagne.

L'économie souterraine est évaluée à près de 40 % du PIB. L'inflation oscille entre 12 % et 15 % par an et le déficit commercial est important (financé en partie par les transferts d'argent des Moldaves qui travaillent à l'étranger). La capitale de Moldova est Chisinau, la plus grande ville du pays. La superficie de la Moldavie est de 33,843 km² ; le climat : hivers modérés, étés chauds ; la population : 3 559 500, la densité : 127pers/km² ; la monnaie : Leu moldovenesc (MDL) ; les groupes ethniques : Moldaves / Roumains 78% Ukrainiens 8.4%, Russes 5.1%, Bulgars 1.9%, Gagauzi 4.4%, autres nationalités 1%. Religion : Orthodoxes 98%, Juifs 1.5%, Baptistes et d'autres 0,5% (2010). Les Jours de la Francophonie en Moldova — 20 mars — 31 mars. Selon les statistiques, on enseigne la langue française dans 76,6% d'institutions d'éducation.

Le système éducationnel de la République de Moldavie (voir tableau suivant) est organisé sur des niveaux et étapes et selon la structure suivante :

I. l'enseignement préscolaire ;

- II. l'enseignement primaire ;
- III. L'enseignement secondaire ;
 - 1. l'enseignement secondaire général ;
 - a. l'enseignement gymnasiale ;
 - b. l'enseignement au lycée ;
 - 2. l'enseignement secondaire professionnel ;
- IV. l'enseignement secondaire spécialisé (collège) ;
- V. l'enseignement Supérieur universitaire ;
- VI. l'enseignement postuniversitaire ;

Le système d'enseignement inclut aussi d'autres formes d'enseignement :

- L'enseignement spécial ;
- L'enseignement complémentaire ;
- L'enseignement pour les adultes ;

L'enseignement préscolaire, primaire et gymnasiale est obligatoire. Le système d'éducation pré-universitaire d'état est gratuit.

Pendant l'année d'études 2010-2011 dans l'enseignement primaire, secondaire, secondaire professionnel, secondaire spécialisé et supérieur employaient 48729 cadres didactiques dont 37959 étaient des femmes soit environ 78% du corps enseignant. Durant cette période les retraitées constituent environ 10% des enseignants et seulement 6% des enseignants ont 25 ans et moins (des jeunes spécialistes). Le manque de jeunes enseignants dénote un système démotivant pour les jeunes spécialistes. Ainsi, on avait besoin de 1005 cadres didactiques pour assurer l'éducation pendant l'année d'études 2011-2012. Les spécialités les plus sollicitées sont: les mathématiques, la physique, l'éducation musicale, l'éducation physique, l'éducation préscolaire, etc. L'an dernier 841 des jeunes spécialistes ont été désignés et seulement 381 d'entre eux se sont présentés au travail dans les institutions d'éducation. Au début de l'année scolaire 2012-2013 il y avait 1394 institutions d'enseignement primaire et secondaire générale ; 1375 institutions fonctionnaient dans leurs propres murs et seulement 19 dans des espaces loués. La plupart des institutions éducationnelles ont l'eau courante, installations sanitaires, chauffage central, bien qu'il existe quelques institutions qui utilisent les poêles pour le chauffage. Par ailleurs :

- 50,9 % d'écoles primaires, 77,4% des gymnases et 93,1% des lycées ont une salle sportive bien dotée.
- 50,9% des écoles primaires, 78,5% des gymnases et 96,9% des lycées ont un cabinet médical.
- 81,594; des écoles primaires, 98,6% des gymnases et 99,2 des lycées ont une bibliothèque qui fonctionne.

Dans l'enseignement primaire et secondaire on utilise 18700 ordinateurs dans un but éducationnel, 51,3% d'entre eux sont connectés à Internet. Il y a environ 23 élèves par ordinateur en ville et 17 élèves en campagne.

Le nombre d'élèves diminue chaque année pour des raisons démographiques et aussi parce que beaucoup d'élèves partent avec leur parents à l'étranger où leurs parents travaillent ou vivent. Ainsi, plus de 3000 d'élèves ont quitté le système éducationnel seulement pendant l'année scolaire 2011-2012. Selon les études effectuées cette année environ 200 d'enfants ont abandonné l'école à cause de la pauvreté.

Un programme de développement de l'éducation inclusive pour les années 2011-2020 a été élaboré et approuvé. Ce programme sera réalisé en 3 étapes :

- ✓ 2011-2012 : l'élaboration du cadre normative de développement de l'éducation inclusive ;
- ✓ 2013—2016 : le pilotage des modèles de l'éducation inclusive ;
- ✓ 2017—2020 : la réalisation au niveau national.

L'approfondissement des effets de la crise économique et le problème démographique de notre pays ont provoqué la nécessité de réaliser une réforme structurelle en éducation. On intègre cette réforme structurelle depuis 2 années en optimisant les ressources matérielles par l'amélioration du management financier des institutions éducationnelles, en appliquant des mécanismes pour allouer, attribuer les ressources financières en relation avec la performance réalisée. Ainsi, au cours de ces années environ 100 institutions ont été fermées et 171 postes de personnels didactiques ont été supprimés. En 2012, 2910 personnes ont été licenciées, parmi lesquelles 742 personnes du fait de la réduction en personnels (574 des cadres didactiques). A l'heure actuelle, toutes les institutions pré-universitaires utilisent une nouvelle formule de financement par élève. Cette formule semble être satisfaisante.

Dans l'enseignement supérieur on intègre les principes d'autonomie de gestion, incluant l'autonomie financière, et aussi un management institutionnel basé sur des pratiques modernes.

A l'heure adu salaire de fonction. Le travail supplémentaire est aussi rémunéré (le contrôle des travaux écrits, le maître de la classe, la surveillance du cabinet, des ordinateurs, le travail dans des conditions défavorables, etc.)

Les cadres professoral-didactiques de l'enseignement supérieur reçoivent les salaires suivants :

- Le professeur universitaire - 3000 lei (185 euros)
- Le conférencier — 2700 lei (167 euros)
- Le lecteur supérieur — 2500 lei (154 euros)
- Le lecteur universitaire — 2200 lei (136 euros)

Les enseignants du supérieur reçoivent aussi une augmentation pour le degré scientifique : docteur 300 lei (19 euros), docteur habilité 700 lei (43 €). Ils bénéficient aussi de suppléments de salaire liés à l'expérience dans le domaine de l'éducation de 10 à 30%.

Le salaire des managers des institutions éducationnelles varie entre 3000-6000 lei (185 — 370 euros). Le personnel non-didactique et auxiliaire perçoit entre 800 et 1500 lei (49-93 euros).

La contribution du Syndicat est essentielle. Grâce aux nos méthodes légales d'actions entreprises, incluant différentes formes de protestations, les salaires ont augmenté ces derniers temps.

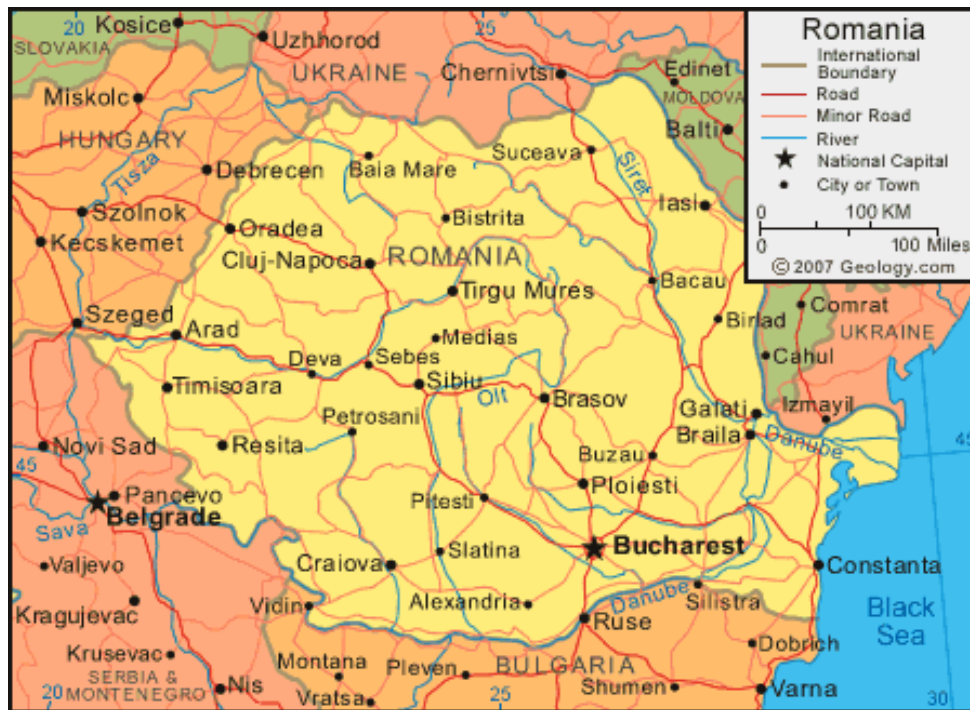
Les aspects sociaux du développement de la société ne peuvent pas être négligés ou marginalisés même dans les périodes de crise. C'est pourquoi, ayant pour but de consolider la sécurité sociale de ses membres, notre syndicat déploie tous ses efforts pour l'amélioration du cadre législatif dans le domaine des salaires.

Pour atteindre les objectifs principaux et pour l'assurance de la protection multidimensionnelle de ses membres, Le Syndicat de l'Éducation et de la Science a toujours essayé d'établir un dialogue social efficace, basé sur les négociations avec les partenaires sociaux.

Les relations Gouvernement-Patronat-Syndicats ont souffert des changements, ayant à la base les Conventions de l'OIT nr. 87, 98, 154 concernant la liberté d'association et des négociations collectives, la Loi concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission nationale pour consultations et négociations collectives. Les syndicats développent leur activité en s'appuyant sur la Loi des Syndicats (approuvé en 2000). Comme il n'y a pas de patronat dans notre système d'éducation, le syndicat s'implique dans un dialogue social bipartite.

Notre partenaire social principal, au niveau national, est le Ministère de l'Éducation. Au cours de son activité, le Syndicat de l'Éducation et de la Science a accumulé une vaste expérience dans le domaine des négociations, la plus récente Convention Collective au niveau de branche a été signée pour les années 2011-2015. Dans cette Convention nous avons obtenu des congés supplémentaires, un temps de travail réduit, des augmentations de salaires pour les conditions de travail défavorables, des facilités pour les jeunes spécialistes et pour les étudiants. La plupart des organes syndicaux de notre Syndicat ont pris conscience de la nécessité et de l'opportunité d'un dialogue social au niveau territorial et au niveau d'unité scolaire, en négociant et signant les contrats collectifs de travail.

ROUMANIE (Radu POPESCU)



République de Roumanie

présentation

La Roumanie (*Romania*), république parlementaire (président en exercice : Trajan Basescu), est un Etat d'Europe centrale, limitée au sud par la Bulgarie (608 km), à l'est par la mer Noire (225 km) et la république de Moldavie (450 km), au nord par l'Ukraine (531 km) et à l'ouest par la Hongrie (443 km) et la Serbie (476 km). *Structures majeures du relief* : les Carpates, les collines de Pimont et les plaines de bordure. L'arc des Carpates horde au nord la plaine de la Bucovine, à l'ouest le plateau de Transylvanie. *Climat* : semi-continentale, avec des influences orientales. *Végétation* : forêts de hêtres et de conifères, vergers et vignobles, pelouses alpines, plaines fertiles pour une agriculture diversifiée : maïs, blé, légumes, tournesol, soja, betterave à sucre.

Ressources :

pétrole, gaz naturel, charbon, or, minerais de fer, sel.

Superficie : 238 391 km² (class 78e), équivalant à 40 % de la France métropolitaine et le 9e pays par sa superficie de l'Union européenne.

Population (2012) : 21 848 504 habitants (classe 49e), le 7e pays le plus peuplé de l'Union européenne. Origines ethniques : Roumains 89,5% ; Hongrois 6,6% ; Roms 2,5% ; Ukrainiens 0,3% ; Allemands 0,3% ; Russes 0,2% ; Turcs 0,2%, Autres 0,4%. Les Roumains s'identifient aussi par leur région d'origine : *moldovean* (Moldave), *ardelean* (Transylvain), *muntean* (de Valachie centrale), *oltean* (d'Oltenie), *maramurecan* (du Maramure), *banatean* (du Banat) ou *dobrogean* (de Dobroudja).

Capitale : Bucarest - 2 125 000 habitants. Autres villes importantes : Iasi (315.000), Cluj-Napoca (316.000), Timisoara (315.000), Constanta (300.000).

Organisation territoriale : 4 macrorégions (1 : Nord-Ouest, Centre ; 2 : Nord-Est, Sud-Est ; 3 : Sud, Bucarest-Ilfov ; 4 : Sud-Ouest, Ouest), 8 régions de développement, 41 départements, 208 villes, 103 municipalités.

Indicateur de Développement Humain (JDH) : 0.78 I/I. Rang mondial (JDH) : 49/187.

Salaires et retraite. Moyen net décembre 2012 : 1697 lei (387,15 euros) ; minimum : 750 lei (172 euros) ; pension de retraite moyenne décembre 2012 : 771 lei (176 euros).

Taux de chômage décembre 2012 : 6,5 %.

Langue officielle : le roumain, parlé par 89,4 % de la population. Autres langues parlées : le hongrois et l'allemand. Langues étrangères les plus connues : le français et l'anglais. Langues des affaires : français, anglais, allemand.

Monnaie: Nouveau **leu** roumain (RON) (**lei** au pluriel). 1 EURO = 4.3072 RON (au 3 mai 2013)

Hymne national : Eveille-toi, Roumain !

Drapeau . L'origine du tricolore bleu-jaune-rouge remonte à la révolution de 1821. Fête **nationale** : 1^{er} décembre, jour où l'on célèbre l'union de la Transylvanie avec l'ancien Royaume de la Roumanie, le 1^{er} décembre 1918.

Adhésion à l'OIF : 1991 (observateur), 1993 (membre).

Hôte du XI^{ème} Sommet (Bucarest, 2006)

Nombre de locuteurs de français : 4 756 100 (2010)

Adhésion à l'OTAN (2004) et l'Union européenne (1^{er} janvier 2007).

Le parlement roumain. Structure bicamérale (Chambre des députés, président en exercice : Valeria Zgonea et Sénat, président en exercice Crin Antonescu). Les représentants du peuple (412 députés et 176 sénateurs en exercice) sont élus au vote universel, égal, direct, secret et librement consenti.

Composition du parlement en exercice : l'Union sociale-libérale (USL) - 395 mandats (122 sénateurs et 273 députés), l'Alliance de la Roumanie droite - 80 mandats (24 sénateurs et 56 députés), le parti populaire-Dan Diaconescu (PP-DD) - 68 mandats (21 sénateurs et 47 députés), l'Union démocrate des magyars de Roumanie (UDMR) -27 mandats (9 sénateurs et 18 députés). S'y ajoutent les 18 représentants des minorités nationales.

SUISSE (Georges Pasquier)

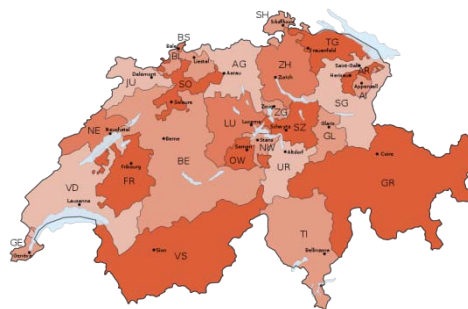


Présentation

Pays

Au centre de l'Europe, petite tache blanche sur la carte couleur de l'UE, la Suisse n'en fait pas partie. Un peu plus grand que la Moldavie, le pays couvre 41000 km² et comporte 8 millions d'habitants. Le relief comporte 70% de montagnes et la société est en partie rurale et en partie urbaine.

La Suisse est organisée de manière très démocratique, sans système majoritaire et avec des pouvoirs locaux très forts. Instituée en confédération, elle comporte 26 cantons et demi-cantons qui sont autant d'Etats autonomes, avec gouvernement, parlement et lois cantonales.



L'Economie relève des secteurs primaire, secondaires et tertiaire (Production agricole, industries pharmaceutiques, mécaniques, alimentaires, banques, assurances, etc.).

Syndicats

Dans ce pays quadrilingue (allemand, français, italien, romanche), les enseignants se retrouvent engagés dans plusieurs syndicats dont deux grandes faïtières (centrales), une alémanique (LCH) et une francophone (SER).



Relations de travail

Les lois d'enseignement étant cantonales, les relations de travail se situent à plusieurs niveaux. Au niveau cantonal entre l'administration locale et le syndicat cantonal, au niveau régional entre le SER et la conférence régionale des ministres, et au niveau national entre SER et LCH, et la conférence nationale des ministres.

Système éducatif

L'école obligatoire relève de la responsabilité des cantons mais les 26 systèmes différents tendent à une harmonisation importante depuis plusieurs années, et depuis peu ce sont trois cycles de quatre ans qui la constituent, avec un début de l'école obligatoire à l'âge de quatre ans. Les secteurs secondaire II et professionnel dépendent de lois fédérales et sont organisés cantonalement, comme les universités. Deux hautes écoles polytechniques sont des écoles fédérales.



Grands enjeux actuels

L'Harmonisation des systèmes cantonaux, tant au niveau régional que national, est un des gros enjeux actuels. Le niveau et la qualité de la formation des enseignants est également un gros dossier. Sérieuses préoccupations aussi pour le SER, l'enseignement des langues, les processus d'intégration ou d'inclusion des élèves à besoins particuliers à l'école, la menace de pénurie, le manque d'attractivité du métier et surtout la question de la baisse des prestations des caisses de retraite.

Les victoires politiques de l'UDC (union démocratique du centre), parti d'extrême droite, mettent en danger toutes sortes de principes et d'acquis dans le domaine de la politique familiale et de la formation.

L'Harmonisation au niveau des Hautes Ecoles et des Universités est en cours et semble prometteur.

GP, 11 mars 2013

France (Michelle Olivier et Florian Lascroux)



Présentation

65 millions d'habitants

géographie : territoires très variés, avec grandes disparités entre espaces ruraux et urbains ; cela a un impact sur l'éducation car il faut maintenir la présence des services publics sur tous les territoires, sur un maximum de communes, et c'est souvent l'école qui subsiste quand les autres SP (santé, justice....) sont regroupés à un échelon supérieur.

Au niveau administratif, la France est divisée en régions, départements, cantons, communes, ayant des compétences distinctes, et sur lesquels sont plus ou moins calquées les instances de l'éducation nationale (Etat, académie, départements et communes). Les compétences des communes (1er degré) sont de plus en plus importantes, et au niveau de l'éducation, par exemple, cela induit des budgets de plus en plus considérables alors que les aides de l'Etat diminuent dans le même temps. On voit, au niveau de la réforme des rythmes par exemple, en quoi cela est source d'inégalités.

Focus : On parle de France et de France métropolitaine : nous avons en effet des territoires et des collectivités d'Outre-Mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion...) dispersés à travers le monde. Certains de ces territoires sont confrontés à de très gros problèmes d'éducation : le dernier département rattaché à la France, Mayotte, est extrêmement pauvre, la scolarisation est dans un état catastrophique (classe en 2 services par manque de locaux : un groupe d'élèves le matin, puis un autre l'après-midi) ; dans ces territoires de l'outre-mer, on doit aussi faire face à un problème d'envergure : celui de la langue maternelle qui n'est pas le français, mais le créole par exemple. Il faut savoir que les E venant de métropole ne maîtrisant pas le créole, il est difficile de vouloir appliquer les programmes français. Le taux d'élèves en échec scolaire est très élevé. Des budgets spécifiques sont alloués à ces territoires mais ils sont bien insuffisants pour inverser la tendance actuelle.

Système éducatif : obligatoire jusqu'à 16 ans ; pas d'examen de passage de l'un à l'autre.

premier degré : professeurs des écoles

maternelle entrée à 2 ou 3 ans, 3 ou 4 ans de scolarité

élémentaire : 5 années

second degré : professeurs de collège et de lycée

collège : 4 années avec des dispositifs intermédiaires d'apprentissage

lycée : 3 années (au choix 3 filières : général, technologique et professionnel)

parcours de scolarité non obligatoire :

le supérieur

classes préparatoires aux grandes écoles ou formations de techniciens rattachées au lycée – BTS- (brevet de technicien supérieur)

Universités :

Formations technologiques rattachées aux universités (en 2 ou 3 ans) -DUT- (diplôme universitaire de technologie)

Cursus universitaires complets –LMD- (licence, master, doctorat)

Ecoles d'ingénieurs

Quelques chiffres pour mettre l'accent sur le problème crucial auquel notre système doit absolument apporter des réponses, de façon urgente : les inégalités sociales influencent très fortement la réussite scolaire et l'école ne parvient pas à les réduire, on peut même dire qu'elle les creuse toujours plus.

Résultats aux évaluations CM2 (fin de l'école primaire) : les élèves qui ont un niveau faible sont à 41 % des enfants d'ouvriers et à 7 % des enfants de cadre

De même pour l'obtention du BAC (fin du lycée) : 76 % d'enfants de cadre l'obtiennent contre seulement 20 % d'enfants d'ouvriers.

Concernant le budget de l'éducation nationale, il représente aujourd'hui 6.9 % du PIB

Il représentait 28 % du budget de l'état en 2007, et seulement 21 % en 2010.

La répartition de ce budget est aussi caractérisée par des inégalités : entre le premier degré d'une part, le second et le supérieur d'autre part.

Primaire : - 19 % que moyenne pays OCDE ; second degré : +30 % que moyenne pays OCDE

Inégalités aussi entre territoires : Etat dépense 3130 € pour un élève parisien, mais seulement 2860€ pour un élève de l'académie de Créteil, là où les problèmes sociaux économiques et éducatifs sont les plus prégnants ! Dans le second degré, les écarts entre territoires peuvent atteindre 47 %

De même, seulement 4 % des enfants de moins de 3 ans sont scolarisés ds l'académie de Créteil, alors que la moyenne en France est de 13,4 %.

Ce contexte étant posé, comment notre organisation l'apprécie-t-elle, en particulier au regard de la politique du nouveau gouvernement en place depuis bientôt un an ?

Le Pdt déclare la priorité à l'éducation et tout particulièrement au premier degré. Depuis juillet dernier, a été lancé le processus de refondation de l'école. Pour la FSU, le projet de loi va permettre de réelles avancées mais des manques subsistent.

Qualité du temps scolaire : la prise en compte des élèves en difficulté avec des enseignants spécialisés ou en situation de handicap avec des AVS formés (en cours de discussion)...la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, des mesures pour l'éducation prioritaire

Recrutement : Nous avons fait cette rentrée après disparition 50 000 postes d'E en 5 ans (il faut savoir que le précédent gouvernement avait mis en place des mesures contre les services publics bien avant le début de la crise ; c'était vraiment une idéologie visant à démanteler l'ensemble des services publics, dont l'école mais la santé, la justice, le social ont également payé un lourd écot pendant toutes les années du sarkozysme, ; les mesures d'austérité liées à la crise n'ont fait que renforcer cette politique), un nouveau plan de recrutement est mis en place : programmation de 60 000 postes sur 5 ans. Au détriment, il est vrai, des autres fonctions publiques.

Mais se pose le problème d'attractivité du métier car moins de candidats que de postes au concours : nous demandons pré recrutement pour la démocratisation de l'accès aux études (il faut un master pour être E) pour que les candidats soient représentatifs de la mixité sociale.

Mais cela implique aussi de regarder les autres caractéristiques du métier : salaire, conditions de travail, évolution de la carrière...

salaires : gel des salaires depuis maintenant 3 ans ; des mesures catégorielles pourraient être annoncées (catégorie C et PE) ; nous revendiquons l'augmentation du point d'indice pour tous et non l'individualisation des salaires, en partie annexés, ces dernières années, à la notion de mérite.

Formation : elle avait été quasiment supprimée ces dernières années. Hors, enseigner est un métier qui s'apprend ! Nous espérons que la création des ESPE (école supérieure du professorat et de l'éducation) permettra de remettre en œuvre une formation de qualité, pour que les enseignants débutants en particulier ne soient plus mis devant des élèves de façon brutale.

Conditions de travail : temps de travail, missions, évaluations, effectif des classes...mais aussi le contenu des enseignements...

En termes de mobilisations, cela se traduit par des manifestations nationales pour l'éducation notamment à l'appel de la FSU.

Nous avons eu, dans le premier degré, un appel à la grève sur la question de la réforme des rythmes le 12 février : cet appel n'était pas unitaire : le SNUipp appelait pour un report de la réforme à 2014, le Syndicat des Enseignants n'appelait pas, et FO et la CGT appelaient pour un abandon de la réforme. Cacophonie, compliqué pour opinion publique...

Ces temps-ci, l'unité syndicale n'est pas facile car nous portons des appréciations différentes sur les choix du gouvernement.

**COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION****9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3****Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net****Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu****Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org****Colloque-atelier du CSFEF – 11 et 12 mars 2013 (Chisinau-Moldavie)****L'éducation confrontée à la crise économique mondiale****Introduction Jacques DROUET****Vice-président**

Depuis 2008 la crise économique déstabilise l'économie mondiale. Pour tenter de contrer les effets dévastateurs sur les équilibres budgétaires on assiste à un resserrement des crédits publics affectés à l'éducation et à la protection sociale. Par ailleurs les réponses des pays concernés face à la crise dépendent aussi de la stabilité économique qu'ils connaissaient avant 2008. Ainsi les pays connaissant une croissance économique rapide lors des 10 dernières années ont été les plus exposés à la crise financière mondiale (notamment la zone PECO). Leur vulnérabilité est accrue par leur dépendance aux institutions internationales FMI et Banque centrale européenne qui leur ont concédé des prêts qu'ils peinent à honorer. La pression exercée par ces institutions sur les économies de ces pays fait peser de facto une contrainte budgétaire supplémentaire affectée essentiellement au remboursement de la dette.

Les pays en voie de développement, notamment en Afrique, sont en situation si précaire en matière d'accès à l'éducation que l'impact de la crise demeure relativement faible alors que dans le même temps les besoins basiques, accès à l'eau potable état sanitaire des populations, ne sont pas respectés. L'accès à l'éducation n'est malheureusement pas la priorité pour un certain nombre de gouvernements des pays concernés. Du fait de la crise financière mondiale les pays contributeurs à l'AOD (aide officielle au développement)

diffèrent ou annulent leurs engagements impactant négativement les économies des pays bénéficiaires.

Face à ce constat il importe de s'interroger sur les conséquences sociales des stratégies économiques mises en place par les gouvernements des pays concernés pour répondre aux effets de la crise économique mondiale.

Nous nous intéresseront tout particulièrement à l'environnement qui nous concerne directement celui de l'éducation.

Pour mieux appréhender les différents aspects et sans prétendre à l'exhaustivité nous avons scindé en quatre items l'ensemble de cette problématique. Pour chacun des Items nous vous proposons une série de questions nécessitant des réponses courtes étayées d'exemples si nécessaire. Chaque item se conclue par un commentaire qui devra être succinct.

Chacun des items fera l'objet d'une table ronde dans le cadre de l'atelier **L'éducation face à la crise économique mondiale**.

Le questionnaire qui vous est soumis doit servir de trame pour les débats que nous espérons constructifs. Au terme des différentes tables rondes nous vous demanderons de nous remettre le questionnaire renseigné qui sera versé au compte rendu de l'atelier.

Dans un premier temps, les organisations de chacun des pays représentés au Colloque sont invitées à présenter **brèvement** :

- leur pays (géographie, population, société, politique, économie...)
- leur syndicat et les autres organisations syndicales de l'éducation dans leur pays
- le système de relations de travail
- le système éducatif
- les grands enjeux actuels

Cette présentation permet de mieux comprendre par la suite les présentations sur les effets de la crise économique sur l'éducation dans chacun des pays ainsi que sur les stratégies syndicales de chacun.



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION
9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net
Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu
Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

Colloque-atelier du CSFEF – 11 et 12 mars 2013 (Chisinau-Moldavie)

L'éducation confrontée à la crise économique mondiale

Dépouillement enquête

Le document qui vous est présenté est une synthèse de l'enquête lancée en janvier 2013 sur le thème « **L'éducation confrontée à la crise économique** » dont l'aboutissement était la tenue d'un colloque – atelier portant sur ce sujet lors du bureau du CSFEF de Chisinau (Moldavie) des 11 et 12 mars 2013.

3 régions du monde et 9 pays étaient concernés par cette enquête :

- ❖ **L'Afrique** avec le Burkina-Faso, le Maroc le Niger et la République Démocratique du Congo.
- ❖ **L'Amérique du Nord** avec deux provinces du Canada, le Québec et l'Ontario.
- ❖ **L'Europe** avec la Moldavie, la Roumanie, la Suisse et la France

Nous avons retenu quatre items dans le cadre de cette enquête :

- ✦ Les infrastructures
- ✦ Ressources humaines
- ✦ Conditions de travail
- ✦ Réponses syndicales

Chacun des items est accompagné d'un questionnaire servant de trame à l'enquête.

1° Les infrastructures

Les infrastructures scolaires permettent-elles aux enseignants et aux élèves de travailler dans de bonnes conditions ?

- ➡ Possèdent-elles : l'eau courante, des installations sanitaires, du chauffage lorsque c'est nécessaire ?
- ➡ Les infrastructures sont-elles adaptées pour résister aux intempéries, catastrophes naturelles ?
- ➡ Les infrastructures scolaires permettent-elles l'inclusion scolaire des élèves handicapés ?
- ➡ Sont-elles correctement entretenues ?
- ➡ Qui entretient ces infrastructures ?
- ➡ Des projets de rénovation ou de constructions ont-ils été abandonnés ?
- ➡ Dans ce domaine particulier, constatez-vous un désengagement de l'état sous quelles formes ?
- ➡ Si la restauration des enfants était assurée par l'école cette dernière assume-t-elle toujours cette mission ?

Afrique

RDC

- Les infrastructures ne répondent pas aux besoins. L'eau courante et installations sanitaires demeurent encore l'exception.
- Les constructions trop fragiles ne résistent pas aux intempéries.
- L'entretien des classes, faute de moyens, reste aléatoire.
- Les infrastructures ne sont pas adaptées pour l'accueil des élèves en situation de handicap
- L'état n'assume que très partiellement l'entretien des infrastructures. Les parents d'élèves au travers des FIP (frais d'intervention ponctuelle) prennent, en partie, à la leur charge ce poste. Les entreprises notamment de télécommunication apportent leur contribution.
- L'état se désengage en matière de réhabilitation ou de construction d'établissements scolaires. La rénovation des locaux est en partie assumée par les enseignants et les parents d'élèves.
- La restauration scolaire est en partie assurée par l'école, la marchandisation de ce secteur pénalise les enfants les moins favorisés.

Commentaire : Augustin Nzuji (FENECO-RDC)

Les infrastructures éducatives sont insuffisantes, mal équipées et en grande partie dégradées. Près de 42% des locaux scolaires du primaire et 55% des locaux du secondaire ne sont pas en dur et/ou sont dans un état de délabrement avancé.

Par rapport aux infrastructures, il y a plus réhabilitation de celles devenues vétustes et représentant un danger pour les apprenants et quelques cas isolés pour la construction des écoles d'excellence dans le cadre du programme de cinq chantiers de la République au cours de la législature 2006 -2011 et de la révolution de la modernité pour la législature en cours.

Niger

- Les infrastructures sont largement insuffisantes pour accueillir décemment les élèves, à titre indicatif En 2010/2011 16,3% d'écoles disposent d'un point d'eau moderne ; 5,6% d'écoles disposent d'électricité.
- Elles ne sont pas adaptées pour résister aux intempéries ainsi pour l'éducation de base, on compte 44 225 salles de classes dont 20 214 paillotes soit 45,7% en 2011.
- Les infrastructures ne sont pas adaptées pour l'accueil des élèves en situation de handicap.

- L'état, les collectivités et les parents d'élèves se partagent l'entretien des infrastructures.
- L'état assume ses responsabilités en matière de rénovation et de construction de locaux.
- L'école prend en charge la restauration des élèves.

Commentaire : Mariama Chipkaou (SNEN-Niger)

Le gouvernement s'est engagé à construire 2500 classes en matériaux définitifs par an pendant cinq ans à compter de 2011. Cet engagement est respecté pour 2011. Il faut dire que ce rythme ne permet pas de remplacer les classes en matériaux précaires pendant la même période. Le recours aux classes en matériaux précaires est un facteur de déperdition du temps scolaires car ces classes ne sont pas construites à temps et elles ne résistent pas non plus aux intempéries. Un repas par jour est assuré par l'Etat, avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM), en zones rurales à habitats dispersés, surtout les zones nomades mais l'absence de système d'internat constitue un véritable frein à la scolarisation des enfants, surtout les filles.

Maroc

- Les infrastructures sont insuffisantes pour permettre aux enseignants et aux élèves de travailler dans de bonnes conditions.
- L'accès à l'eau courante est correct et l'état des sanitaires acceptable.
- Les infrastructures ne sont adaptées pour résister aux intempéries.
- Les infrastructures ne sont pas adaptées pour l'accueil des élèves en situation de handicap.
- Le ministère de l'éducation assure l'entretien des infrastructures.
- Cependant l'état se désengage de tout plan de rénovation ou de construction.

Commentaires : Driss Salek (SNE-FDT-Maroc)

En général les infrastructures scolaires au Maroc ne permettent pas ni aux élèves, ni aux corps enseignant de travailler dans des bonnes conditions et surtout dans la zone rurale. Dans le plan d'urgence que le ministère a adopté il n'a pas exécuté un projet concernant l'inclusion scolaire des élèves handicapés. Il a intégré quelques classes dans les grandes villes SEULEMENT.

Burkina-Faso

- Les infrastructures sont défaillantes pour permettre aux élèves et aux enseignants de travailler dans de bonnes conditions.
- L'accès à l'eau courante et à des installations sanitaires décentes restent limité
- Cependant les infrastructures résistent plutôt efficacement aux intempéries
- Il faut noter qu'elles sont aussi adaptées pour permettre une relative inclusion des élèves en situation de handicap.
- Les associations de parents d'élèves et communes se partagent à la fois l'entretien et la réhabilitation des locaux.
- La rénovation et la construction sont trop souvent abandonnées pour marché public infructueux ou défaillance d'entreprises.
- Le désengagement de l'état en la matière est consécutif à une délégation de ses pouvoirs au niveau communal, lequel n'est pas en capacité de les assumer.
- La restauration des élèves est assurée par l'école.

Commentaires : Philippe Kabre (SNEA-B Burkina Faso)

Le processus de décentralisation engagé au Burkina Faso depuis 2000 a rétrocédé la gestion des écoles aux collectivités mais le personnel affecté dans les communes sont sous la tutelle du niveau central (Etat).

Amérique du Nord

Québec

- Les infrastructures remplissent les conditions pour permettre aux enseignants de remplir leur mission.
- L'état et les commissions assurent l'entretien des infrastructures
- L'accueil des élèves en situation de handicap est satisfaisant.

Ontario

- Les infrastructures scolaires répondent aux attentes des enseignants et des élèves
- Les infrastructures sont entretenues par les conseils scolaires, cet entretien est financé par le Ministère de l'éducation de l'Ontario.
- A ce jour aucun projet de rénovation ou de construction n'a été abandonné.

- L'état assume son rôle en la matière

Commentaires : Carol Jolin (AEFO-Ontario)

Dans l'ensemble les écoles canadiennes sont très choyées en termes d'infrastructures si on compare à la réalité d'autres pays.

Europe

Moldavie

- Les infrastructures scolaires sont déjà anciennes et n'ont pas fait l'objet de réhabilitation depuis au moins 20ans.
- Les conditions d'hygiènes sont correctes
- On comptait en 2012-2013 1394 établissements primaires et secondaires
 - 1375 établissements en propre
 - 19 dans des espaces loués
- Une majorité d'établissements bénéficie de salles de sports bien équipées
- Un grand nombre d'établissement profite d'un cabinet médical
- Entre 81% et plus de 99% des établissements (de primaire au lycée) ont une bibliothèque fonctionnelle.
- Du fait d'une baisse démographique et d'une politique de rigueur imposée par l'actuel gouvernement une centaine d'établissements ont fermé.
- Cela entraine des classes surchargées notamment en primaire et plus particulièrement en zone urbaine.

Roumanie

- Globalement les infrastructures scolaires ne permettent pas totalement aux enseignants et aux élèves de travailler dans de bonnes conditions
- En milieu rural les installations sanitaires sont plus précaires, eau courant est rare et les systèmes de chauffage obsolètes.
- A priori une majorité d'établissement devrait aux intempéries et aux catastrophes naturelles.
- En général il n'existe d'aménagement permettant l'accueil des élèves en situation de handicap.

- Un certain nombre de projets de rénovation ou de constructions financés sur budget d'état ont été abandonnés ou reportés.

Suisse

- Les infrastructures scolaires répondent aux exigences de qualité et de sécurité permettant aux enseignants et aux élèves de travailler dans de bonnes conditions
- Grâce à des aménagements adéquats un grand nombre d'établissements peuvent accueillir des élèves en situation de handicap
- Les infrastructures sont entretenues par les propriétaires (communes et cantons)
- Les projets de rénovation ou de constructions sont maintenus tout au plus ralenti
- La restauration des élèves relève du parascolaire ce qui entraîne parfois des problèmes ou des tensions.

France

- Les infrastructures scolaires sont globalement satisfaisantes
- Elles répondent majoritairement aux normes de sécurité elles sont notamment adaptées pour résister aux intempéries et aux risques naturelles.
- Malgré des progrès beaucoup reste à faire pour accueillir les élèves en situation de handicap :
 - *Ce n'est pas le cas pour les élèves porteurs d'un handicap physique nécessitant l'usage d'un fauteuil : toutes les écoles ne sont pas encore accessibles à ce jour. La scolarisation de ces élèves, telle que rendue obligatoire par la loi de février 2005, est loin d'être satisfaisante (pas seulement pour des problèmes d'accessibilité : accompagnement de ces élèves par un AVS, réelle possibilité de scolarisation pour les élèves porteurs de handicap comportemental...)*
Les difficultés dans la scolarisation des élèves en situation de handicap ne sont pas véritablement dues à la crise, mais à la difficile transition d'un système "institutionnel" (au sens qu'on lui donne dans le droit international = basé sur les institutions spécialisées), à un système inclusif. (Michelle Olivier / Florian Lascroux)
- Les établissements sont entretenus par la commune pour le premier degré et les collectivités territoriales -conseils généraux et régionaux- pour le second degré.
- Le rythme de rénovation et de constructions est parfois ralenti mais rarement abandonné
- Pour le premier degré la restauration est payante (en général avec des tarifs dégressifs grâce à l'application d'un quotient familial) et non obligatoire : c'est un service offert aux familles si la commune le souhaite.

2° Ressources Humaines

- La crise a-t-elle eu un impact sur la rémunération des personnels en général?
- Le déroulement de carrière a-t-il été affecté ?
- La formation initiale a-t-elle été modifiée (dans quel sens) ?
- La formation continue a-t-elle été réduite ou supprimée ?
- Constatez-vous une baisse des recrutements d'enseignants ?
 - Si oui quels sont les secteurs les plus affectés ?
- Du fait de la crise, quels sont les impacts sur les personnels sous contrat ?
 - Leur niveau de qualification initiale a-t-il été modifié (dans quel sens) ?
 - Les contrats sont-ils renouvelés ?
 - Les salaires sont-ils plus faibles ?
 - Ces personnels peuvent-ils adhérer à un syndicat ?
- Que représente le budget affecté à l'éducation en % du PIB ?
- Les crédits affectés à l'éducation ont-ils baissé si oui dans quelles proportions ?
- Quels sont les secteurs les plus affectés ?

Afrique

RDC

- ✓ Globalement la crise a affecté la rémunération et le déroulement de carrière des enseignants
- ✓ La formation initiale des enseignants n'a guère évolué :
La formation initiale des enseignants est jugée incomplète, obsolète et inefficace. Une consultation a eu lieu par l'UNESCO à ce sujet et la définition d'une stratégie de formation initiale des enseignants du secondaire a été publiée en 2012 (Augustin Nzuji)
- ✓ Il n'existe pas de politique de formation continue bien organisée et bien structurée
La formation continue, bien que prévue dans les dispositions légale ; dans la pratique, il n'existe pas de politique d'une formation continue qui est bien organisée et bien structurée, et le Service National de Formation (SERNAFOR) manque de moyens financiers et matériels pour mieux répondre au besoin. Quelques actions sporadiques sont menées et surtout avec différentes coopérations au pays et dans le cadre des ateliers et séminaires ; mais hélas, nombre d'entre elles se limitent à Kinshasa ou à une petite contrée vu les dimensions continentales du pays. (Augustin Nzuji)
- ✓ On constate une baisse sensible des recrutements d'enseignants
- ✓ Le primaire paraît plus affecté du fait de départ important à la retraite

- ✓ Les enseignants contractuels ne bénéficient pas d'une protection sociale satisfaisante, ils n'ont pas droit à la sécurité sociale.
- ✓ Leurs contrats sont régulièrement renouvelés mais leur salaire est plus faible
- ✓ Ces personnels rencontrent des difficultés pour se syndiquer
- ✓ Le niveau initial des enseignants demeure insuffisant
- ✓ Moins de 6% du PIB sont affectés à l'éducation mais cette dernière représente 13% du budget d'état en 2012 et 2013.
- ✓ On ne constate pas une baisse des crédits affectés à l'éducation

Commentaires : Augustin Nzuji (FENECO-RDC)

Les niveaux académique et professionnel des enseignants sont faibles et l'administration ne dispose pas de moyens pour gérer un système qui repose en grande partie sur les efforts des familles et des communautés. Avec un salaire moyen ne dépassant pas 70 \$ US, les enseignants sont peu motivés, notamment en milieu urbain. Les temps d'apprentissage sont sensiblement réduits par la pratique du double-flux dans les classes à sureffectifs, en raison de l'état de délabrement des bâtiments scolaires qui ne résistent pas à la pluie, mais aussi, en raison du temps que l'enseignant consacre à une seconde activité susceptible d'améliorer son revenu.

Il est important que la formation initiale des enseignants soit repensée. Ne devient pas enseignant qui veut. L'accent sur les didactiques disciplinaires doit être de mise et l'évaluation pour les candidats en formation doit être rigoureuse. Le budget alloué à l'éducation doit être revu à la hausse en vue de garantir le droit à l'éducation et mettre fin à la clochardisation du personnel.

Il se pose cependant, le défi d'une gestion efficace et d'une mise en œuvre effective et efficiente des financements publics. Pour l'heure, l'exécution budgétaire n'est pas des plus efficaces et en dehors des salaires qui sont des dépenses non régulées, les dépenses de fonctionnement des services ou d'investissement sur ressources propres connaissent des niveaux d'exécution très faibles, voire nuls. Les salaires des enseignants représentent plus de 90% du budget de fonctionnement du sous-secteur de l'EPSP. Ce qui laisse peu de place à l'investissement sur ressources propres du Gouvernement

Niger

- ✓ Avec la crise économique de nombreux produits de première nécessité ont augmenté considérablement mais les salaires n'ont pas suivi.
- ✓ Les avancements au grade ne sont pas respectés.
- ✓ La formation initiale n'est pas un préalable pour enseigner.
- ✓ La durée de la formation initiale a d'abord été réduite de un an de 2001 à 2007 puis elle a été ramenée à deux ans à partir de 2008.

- ✓ Hormis l'enseignement supérieur l'ensemble des secteurs de l'éducation ont été affectés par une baisse des recrutements
- ✓ Le niveau de qualification des enseignants sous contrat est inférieur à celui des personnels titulaires :
- ✓ *A défaut d'avoir ceux qui ont la formation initiale, on recrute même ceux qui ont seulement le brevet d'études du premier cycle et le baccalauréat. (Mariama Chipkaou)*
- ✓ Leur contrat est renouvelé sans limite de temps. Mais leur salaire est plus faible que celui d'un enseignant titulaire : Le salaire d'un instituteur adjoint débutant est de 87000f (132 EUR) tandis que celui d'un contractuel est de 72 000F (109 EUR)
- ✓ Ils sont libres d'adhérer à un syndicat
- ✓ Le Niger a affecté en 2011 4,48% de son PIB à l'éducation ce qui représente 10,3 % du budget général du pays.
- ✓ En 2011 le budget de l'éducation a diminué de 3 points par rapport au budget global.
- ✓ Tous les secteurs de l'éducation ont été affectés sauf l'enseignement supérieur.

Commentaires : Mariama Chipkaou (SNEN-Niger)

La rémunération des enseignants tout comme celle des autres travailleurs de la fonction publique a connu une légère augmentation : les salaires ont augmenté de 10% en 2012 ; une prime de transport, une prime de service publique et une indemnité de logement sont octroyées aux agents de la fonction publique exception faite de ceux qui ont de grilles particulière. En plus, les enseignants bénéficient d'une indemnité de sujétion.

Ces mesures ne permettent de créer la motivation chez les enseignants ; elles n'encouragent pas également les jeunes à embrasser la profession enseignante.

Maroc

- ✓ Au Maroc la crise économique n'a impacté ni le déroulement de carrière ni la rémunération des enseignants.
- ✓ Elle n'a pas eu d'effet sur les formations initiale et continue
- ✓ On constate cependant une baisse des recrutements
- ✓ Au Maroc il n'existe pas de personnels sous contrat
- ✓ Le Maroc affecte 5,44% de son PIB pour l'éducation
- ✓ Les crédits affectés à l'éducation ont légèrement baissé (1%)

Commentaires : Driss Salek (SNE-FDT-Maroc)

La crise n'a pas touché la rémunération des personnels ; mais elle a eu un impact sur le budget financier et surtout la gestion et l'investissement.

Burkina-Faso

- ✓ La crise économique n'a pas eu un impact direct sur la rémunération des personnels. Les carrières des enseignants sont surtout affectées par les réformes de la fonction publique.
- ✓ Le déroulement de carrière est ralenti par des conditions de promouvabilité particulièrement négatives. Le changement de grade est pratiquement impossible du fait de l'augmentation du nombre d'échelon par grade.
- ✓ En 2014 la formation initiale sera enrichie de deux années supplémentaires dites modulaires après le bac (niveau de recrutement).
- ✓ La formation continue devient permanente après une lutte syndicale victorieuse
- ✓ Le niveau des recrutements se maintient à un niveau acceptable soit 3500/an.
- ✓ Des personnels contractuels sont régulièrement embauchés
- ✓ Leurs contrats sont régulièrement renouvelés.
- ✓ Le niveau de qualification de ces agents exigé est le Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique
- ✓ Leur salaire est relativement élevé.
- ✓ Les personnels sous contrat sont libres d'adhérer à un syndicat
- ✓ Le Burkina a affecté, 3,92% de son PIB à l'éducation ce qui représente 15% du budget global du pays.
- ✓ Les secteurs de l'éducation les plus fragiles demeurent celui de la petite enfance et le post primaire. Les élèves des familles indigentes décrochent et abandonnent leur scolarité.

Amérique du Nord

Québec

- ✓ La part du PIB affectée à l'éducation est de 7,7%, la moyenne canadienne est de 6%

Ontario

- ✓ En Ontario la crise économique a entraîné un gel salarial.
- ✓ Elle n'a cependant pas affecté le déroulement de carrière des enseignants.
- ✓ Les formations tant initiale et continue n'ont pas affectées négativement.
- ➡ La crise n'a pas ralenti les recrutements : *Augmentation par le nombre qui ont vu venir les problèmes de la négo. et les perturbations et qui ont choisi de se retirer libérant de nombreux postes en province. (Carol Jolin)*
- ✓ Le niveau de qualification initiale des personnels sous contrat est resté identique
- ✓ Leurs contrats sont renouvelés après négociations pour deux filiales et imposés par la législation pour deux autres filiales.
- ✓ Leur salaire est gelé

- ✓ Ces personnels peuvent adhérer librement à un syndicat.
- ✓ L'Ontario consacre 6% de son PIB à l'éducation
- ✓ La crise économique n'a pas impacté directement la salle de classe, le gouvernement a choisi de s'attaquer directement au contenu des conventions collectives.

Commentaires : Carol Jolin (AEFO-Ontario)

Les négociations sont très difficiles. En Ontario, le gouvernement a mis sur la table des offres qui voyaient un gel des salaires, l'annulation des journées de maladie accumulées pour être remplacée par un programme beaucoup plus stricte et la fin des programmes de gratification à la retraite. En cas d'impasse dans les négociations, (ce qui est arrivé avec deux des quatre filiales syndicales), le recours à une loi spéciale qui enlevait le droit de grève et imposait des contrats de travail.

En Nouvelle-Écosse, augmentation du ratio maître-élèves qui a entraîné de nombreuses coupures de postes.

En Colombie-Britannique, où le syndicat a perdu le droit de grève, une grève de zèle a duré près d'un an avant qu'une entente soit conclue, sous la menace d'une législation. Il retourne à la table ce printemps.

Europe

Moldavie

- ✓ Pour répondre à la crise économique le gouvernement a modifié le mode de financement des établissements. Il attribue les ressources financières en fonction de la performance obtenue.
- ✓ Une large autonomie de gestion est accordée aux établissements.
- ✓ Un management particulièrement rigoureux leur a été imposé fondé sur une approche ultra libérale.
- ✓ Le gouvernement a placé des « managers » à la tête des établissements pour qu'ils appliquent sa politique.
- ✓ La crise économique entraîne une forte émigration (officieusement 25% de la population active a déjà émigré)
- ✓ Le nombre d'élèves ne cesse de diminuer, pour l'année 2011/2012 Plus de 3000 ont abandonné le système scolaire et environ 200 enfants ont quitté l'école pour cause de pauvreté.
- ✓ En 2012 2910 agents ont été licenciés dont 574 enseignants
- ✓ Les salaires faibles n'incitent les jeunes diplômés à s'investir dans l'enseignement ; les salaires varient de 136 euros pour un enseignant pré-universitaire à 185 euros pour un professeur d'université.
- ✓ Les « managers » des établissements d'enseignement bénéficient de salaires plus avantageux (de 185 à 370 euros)
- ✓ Les salaires des personnels non enseignants oscillent entre de 49 et 93 euros

- ✓ Le niveau des rémunérations est si faible qu'un grand nombre de jeunes enseignants ne prennent pas leur poste. En 2012 seuls 381 des 841 enseignants admis ont accepté leur affectation.
- ✓ 6% des enseignants ont moins de 25ans
- ✓ Le gouvernement a fait appel aux enseignants retraités pour répondre aux besoins non couverts.
- ✓ En 2011 la Moldavie a consacré 8,58% de son PIB à l'éducation

Roumanie

- ✓ En Roumanie le gouvernement a pris prétexte de la crise économique pour réduire de manière drastique les salaires (diminution de 25%) au titre des années 2009/2010.
- ✓ Les salaires en 2012 sont plus faibles qu'en 2008.
- ✓ Dans ce contexte 35000 postes ont aussi été supprimés.
- ✓ Face à ces décisions un nombre conséquent d'enseignants ont abandonné le système éducatif.
- ✓ Globalement les formations initiale et continue n'ont pas souffert de la crise
- ✓ La formation continue est parfois à la charge des enseignants
- ✓ Le PIB de la Roumanie affecté à l'éducation est estimé selon une estimation de « perspective du monde » à 4,87%, en réalité il s'approche davantage de 3,4%.

Suisse

- ✓ La crise économique n'a pas eu d'impact sur le niveau des rémunérations.
- ✓ On constate cependant un blocage de la progression salariale.
- ✓ La formation initiale est restée identique.
- ✓ La formation continue a parfois été réduite voire supprimée.
- ✓ On ne constate pas de baisse des recrutements mais nous souffrons d'une pénurie d'enseignants
- ✓ Le second degré est plus affecté par cette pénurie.
- ✓ Le niveau de qualification des personnels sous contrat ne s'est pas dégradé ;
- ✓ Leur contrat est renouvelé mais il s'agit de plus en plus de contrat CDD.
- ✓ La rémunération des contractuels CCD est plus faible.
- ✓ Ces personnels sont libres d'adhérer à un syndicat.
- ✓ La Suisse affecte 6% de son PIB à l'éducation.
- ✓ Les crédits alloués à l'éducation ont globalement baissé mais différemment d'un canton à l'autre
- ✓ L'ensemble des secteurs de l'éducation a été pénalisé par cette baisse des crédits.

France

- ✓ En France la crise économique a eu un impact sur les rémunérations : le gel du point d'indice est effectif depuis deux ans ce qui bloque mécaniquement les salaires.
 - ✓ Le déroulement des carrières n'a pas été affecté mais si l'on constate une modification des règles pour la gestion des fins de carrières tendant à privilégier le « mérite »
 - ✓ En trois ans la formation initiale avait quasiment disparu : *les 2 années de formation en IUFM avaient été remplacées par un dispositif de mise en responsabilité immédiate. Mais ce n'est pas un effet de la crise uniquement, c'est aussi la philosophie du précédent gouvernement qui estimait que la seule formation académique (le master) suffisait pour être enseignant. (Michelle Olivier/Florian Lascroux)*
 - ✓ L'offre de formation continue est moins large qu'auparavant, trop centrée sur l'application des réformes.
 Les recrutements ont beaucoup diminué ces dernières années. Le nouveau gouvernement vise une hausse des recrutements mais se heurte à une désaffection des étudiants pour l'enseignement : *Le gouvernement précédent avait décidé du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite ; cela s'est traduit par la suppression de 50 000 postes et par une diminution du recrutement. Le nouveau gouvernement donnant priorité à l'école, les recrutements sont à la hausse pour les 2 concours. Mais cela se fait au détriment de postes dans d'autres ministères. Et le nb de candidats a chuté.... (Michelle Olivier/Florian Lascroux)*
 - ✓ La crise économique n'a pas eu d'impact sur le recrutement de personnels contractuels.
 - ✓ Le niveau de qualification est resté identique.
 - ✓ Les contrats sont renouvelés en fonction des besoins. En raison d'un plus grand nombre de titulaires, les personnels sous contrats doivent attendre plus longtemps le renouvellement de leur contrat.
 - ✓ Le niveau de rémunération est identique à celui des titulaires
 - ✓ Les personnels contractuels peuvent adhérer à un syndicat.
 - ✓ En France la part du PIB affecté à l'éducation s'élève à 6% (en 2009) ce qui représente moins de 11% du budget global.
 - ✓ Le budget 2013 prévoit la création d'environ 40 000 postes d'enseignants.
-

3° Conditions de travail

- ➡ Vos conditions de travail se sont-elles dégradées de façon générale ?
- ➡ Les effectifs par classe ont-ils augmenté ?
- ➡ Les frais de scolarité ont-ils augmenté ?
- ➡ La gratuité lorsqu'elle existe a-t-elle été remise en cause ?
- ➡ Le prix des fournitures scolaires a-t-il augmenté ?

- L'accès à l'information pour les enseignants et les élèves existe-t-il et sous quelle forme ?
- Certaines disciplines jugées non indispensables ont-elles été abandonnées (précisez lesquelles) ?
- Quels sont les champs de l'éducation les plus impactés par la crise
- Avez-vous subi des réformes dans un ou plusieurs niveaux d'enseignement ?

Globalement pensez-vous que les conséquences de la crise économique ont impacté le niveau scolaire des élèves ?

➤ **Enseignement primaire :**

- Quelles sont les classes les plus affectées ?
- pré-primaire, lorsque cela existe
- primaire : quels niveaux, quels cycles

➤ **Enseignement secondaire**

- Des matières ont-elles été abandonnées ?
- Les activités « sorties scolaires », lorsqu'elles existent ont-elles été supprimées ou réduites ?
- Le nombre d'élèves « en décrochage scolaire » a-t-il augmenté ?

➤ **Enseignement professionnel**

- Certaines disciplines sont-elles supprimées pour des raisons économiques ?
- Les travaux pratiques (en particulier sur machines outil) ont-ils été réduits ?
- Les programmes sont-ils directement adaptés au « marché du travail » ou permettent-ils d'obtenir « une norme de qualification reconnue » ?
- Les formations « alternée en école/entreprise » ou en « apprentissage » ont-elles été impactées par la crise (diminution des contrats, embauches après formations plus difficiles...) ?

➤ **Enseignement supérieur**

- Les frais d'inscription ont-ils augmenté ?
- Les crédits affectés à l'enseignement supérieur ont-ils été affectés ?
- Dans quels domaines les restrictions budgétaires ont-ils été les plus marquants ?

Afrique

RDC

- ❖ En RDC du fait de la crise économique les conditions de travail se sont dégradées.
- ❖ On constate une augmentation des effectifs par classe.
- ❖ Les frais de scolarité ont aussi augmenté.
- ❖ La gratuité *« Annoncée en 2010, mais battue en brèche car il manquait des mesures d'encadrement, la gratuité progressive de quelques classes se réalise aujourd'hui au grand mécontentement des enseignants. Le coût de la scolarisation détermine les décisions des familles d'envoyer ou pas les enfants à l'école. C'est aussi cela qui guide les parents dans des choix discriminatoires entre filles et garçons, lorsqu'il s'agit de les scolariser. Une certaine enquête révèle qu'en RDC, malgré les mesures de gratuité, les ménages dépensent 2 fois plus que l'Etat pour l'éducation des enfants de 3-17 ans. »*
- ❖ Les prix des fournitures a augmenté : *« Oui, malgré les efforts de contenir ces prix ; C'est là justement que l'on assiste à la marchandisation de l'éducation en RDC : des écoles qui obligent les parents à se procurer les uniformes, cahiers et autres fournitures, exclusivement à l'école et à un prix exorbitant. »*
- ❖ L'accès à l'information pour les enseignants et les élèves par Internet mais par manque de compétences les enseignants maîtrisent peu ou mal l'outil informatique.
- ❖ Les disciplines essentielles sont toujours enseignées.
- ❖ L'enseignement supérieur a connu une réforme importante avec la mise en application du PADEM (Programme de Modernisation de l'Enseignement Supérieur et Universitaire) en 2004.
- ❖ A l'évidence la crise économique a eu des conséquences négatives sur le niveau scolaire des élèves.
- ❖ En enseignement primaire c'est surtout le pré-primaire qui a été affecté. Ce secteur incombe majoritairement au privé ce qui un coût plus élevé pour les parents.

Toujours en primaire pour les niveaux élémentaire et moyen les résultats scolaires se sont dégradés : *« Les résultats de plusieurs évaluations révèlent que le niveau des acquis des élèves reste faible en lecture et calcul, notamment dans les classes intermédiaires (3^{ème} et 4^{ème} années primaires). Une certaine évaluation réalisée en 2010 indique qu'en fin de 5^{ème} année primaire, les élèves atteignent un score moyen de 47% en lecture et 59% en mathématiques »*

- ❖ Pour l'enseignement secondaire on ne constate pas d'abandon de champs disciplinaires.
- ❖ Les sorties scolaires ont été réduites.
- ❖ Le décrochage scolaire s'est accru du fait de la prise en charge financière des enseignants par les parents.
- ❖ Les disciplines propres à l'enseignement professionnel sont toujours enseignées.

- ❖ Mais les conséquences de la crise ont impacté directement le maintien des travaux pratiques *« réduits faute d'ateliers adaptés et de laboratoires. Les grandes entreprises qui facilitaient les travaux pratiques ont soit fermé soit réduit sensiblement leurs activités ; d'où pas de vie autour d'elles... »*
- ❖ Les programmes de l'enseignement professionnel ne sont pas très adaptés au marché du travail par manque de corrélation entre formation et emploi.
- ❖ Il existe des formations alternées sous forme de stage de professionnalisation dans une majorité d'entreprises (stages non payants)
- ❖ Les frais d'inscription pour accéder à l'enseignement supérieur ont augmenté.
- ❖ Dans le même temps les crédits affectés à l'enseignement supérieur ont aussi augmenté.
- ❖ On note une baisse des crédits affectés à la recherche, pour les bourses d'études et les pensions de retraite...

Commentaires : Augustin Nzuji (FENECO-RDC)

Les programmes de formation doivent être adaptés en fonction des besoins de la société et par rapport aux défis du développement.

A l'ère de l'alphabétisation numérique, l'intégration des TICs s'avère indispensable

En 2011, sur un effectif de 480 000 enseignants exerçant dans le secteur public (primaire + secondaire), 341 000 reçoivent régulièrement leurs salaires de la part de l'Etat.

Avant l'application par le Gouvernement de la gratuité, le système reposait davantage sur le financement des familles et des communautés qui paient des frais de fonctionnement à l'administration des écoles et des Bureaux Gestionnaires. Les familles construisent aussi des locaux de fortune en guise de salles de classe. Cependant, compte tenu de la modicité des salaires, les ménages continuent, surtout en milieu rural, à donner un complément de salaire aux enseignants à travers ce qui est appelé « prime de motivation ».

Les postes administratifs ont été supprimés dans les écoles de l'intérieur du pays diminuant ainsi l'efficacité des établissements scolaires par la surcharge des enseignants.

Niger

- ❖ La crise économique a mis davantage en exergue le manque criant de supports didactiques.
- ❖ L'école est gratuite mais on fait cotiser les parents d'élèves pour l'entretien, la construction de locaux ou les fournitures scolaires.
- ❖ Les fournitures scolaires ont aussi subi une augmentation.
Certaines disciplines ne sont plus enseignées : *« La dictée est supprimée au brevet d'études du premier degré ; l'histoire et la géographie ne sont plus enseignées en terminales D et C à partir de 2010. »*

- ❖ Le cycle de base 1 et moyen ainsi que la formation professionnelle sont les champs de l'éducation les plus impactés.

Quelques réformes sont en cours d'application : « *Un nouveau curriculum a été adopté dans les Ecoles Normales d'Instituteurs. Des nouveaux manuels sont en cours d'élaboration et seraient disponibles pour la rentrée scolaire 2013 – 2014.* »

Conséquences de la crise économique sur le niveau scolaire des élèves : « *La baisse du niveau des élèves est très critique : le taux d'achèvement au cycle de base 1 est de 49% en 2010 ; pour la même année, le taux brut de scolarisation au cycle de base 2 est de 17,80% ; il est de 3,9% à l'enseignement moyen.*

Toujours au cycle de base 1, le niveau d'acquisition des élèves par rapport aux autres pays est très faible (PASEC).

Au cycle de base 2, 86 % des élèves n'obtiennent pas la référence moyenne au test de mathématiques et de sciences; seuls 1,4% ont atteint au moins le score de 50/100 en français. »

- ❖ En enseignement primaire tous les niveaux se sont dégradés.
- ❖ Les résultats aux examens sont très faibles, tant au BEPC (20 % de réussite) qu'au baccalauréat (25%) en 2008.
- ❖ En enseignement secondaire même si aucune matière n'a été abandonnée on constate que les activités « sorties scolaires » ont été réduites
- ❖ Le décrochage scolaire peut se mesurer aux résultats aux examens globalement très faibles : BEPC 20% de réussite et baccalauréat 25% en 2008.
- ❖ Nous disposons de peu d'informations pour traiter de l'enseignement professionnel on cependant retenir un manque criant d'équipements pour la plupart obsolètes, peu de professionnels mobilisés en tant que formateurs et une matière d'œuvre insuffisante.
- ❖ Les frais d'inscription pour accéder à l'enseignement supérieur n'ont pas augmenté.

Commentaires : Mariama Chipkaou (SNEN-Niger)

La crise n'a épargné ni les conditions de travail des enseignants ni la qualité de l'éducation et cela, tous les niveaux de l'enseignement. En effet, le budget programme ministère de l'éducation repose en grande partie sur l'engagement des partenaires extérieurs. Et ce n'est pas toujours que ces derniers parviennent à honorer leurs engagements.

Maroc

- ❖ Au Maroc les conditions de travail se sont surtout dégradées dans les zones rurales.
- ❖ Les effectifs par classe ont augmenté.
- ❖ Les frais de scolarité augmentant la gratuité est remise en cause.
- ❖ Dans le même le prix des fournitures s'inscrit à la hausse.
- ❖ L'information en direction des enseignants ou des élèves est quasi inexistante.

- ❖ Certaines disciplines ont été abandonnées : la philosophie, la traduction en 5ème et l'anglais en primaire.
- ❖ L'accès aux fournitures scolaires, la vie scolaire et les infrastructures ont directement été pénalisés par les conséquences de la crise.
- ❖ Un plan d'urgence (2009/2012) a été lancé pour redynamiser le secteur de l'éducation.
- ❖ Au vue des constats précédents il est avéré que la crise économique a impacté négativement le niveau scolaire des élèves.
- ❖ En enseignement primaire outre le pré-primaire se sont les classes 3, 4, 5 et 6ème qui sont les plus affectées par la baisse de niveau.
- ❖ Pour le secondaire des matières ne sont plus enseignées : l'anglais, technologie et éducation féminine.
- ❖ Les activités « sorties scolaires » ont été réduites.
- ❖ Le nombre d'élèves en décrochage scolaire ne cesse d'augmenter (400 000/an en primaire).
- ❖ Pour l'enseignement professionnel on déplore la suppression de disciplines.
- ❖ Les travaux pratiques ont aussi été réduits.
- ❖ Les programmes en matière d'enseignement professionnel sont directement adaptés au « marché du travail »
- ❖ Pour l'enseignement supérieur les frais d'inscription ont effectivement augmenté, les crédits affectés à ce secteur sont en baisse.
- ❖ La recherche est le domaine le plus concerné par les baisses de crédits.

Burkina-Faso

- ❖ Les conditions de travail se sont globalement dégradées.
 - ❖ Les effectifs par classe sont pléthoriques (100/classe) en ville et entre 30 et 50 élèves par classe en campagne.
 - ❖ L'école en primaire est gratuite dans le public et payante pour le secteur privé à titre indicatif les frais vont de 35 000 Fr CFA à 150 000Fr CFA.
 - ❖ Pour le post-primaire les frais de scolarité oscillent entre 17 500Fr CFA et 250 000Fr CFA public et privé confondu.
 - ❖ En revanche la gratuité, lorsqu'elle est appliquée, n'a pas été remise en cause.
 - ❖ Le prix des fournitures a augmenté de façon exponentielle.
 - ❖ L'information auprès des enseignants ou des élèves est assurée par les différentes directions déconcentrées au niveau des régions, des provinces et par le site du ministère de l'éducation.
 - ❖ L'ensemble des disciplines ont été maintenues.
- De nombreux secteurs ont été impactés par la crise notamment : « *Les manuels scolaires (livres de lecture, calcul, science, les documents guides----*), les

infrastructures ont pris un coup dans les constructions suite au retrait de certains partenaires techniques et financiers, le recrutement des cadres pour l'encadrement a connu une nette baisse 60% environ des quotas (Inspecteurs de l'enseignement du 1^{er} degré-----) »

Des réformes sont en voie d'application : « Le PDSEB EST un contenu condensé de réformes de l'éducation au Burkina. On peut retenir entre autres le BEPC comme premier diplôme du cours fondamental, pour postuler à l'enseignement du premier degré il faut être détenteur du baccalauréat. »

- ❖ Dans le secondaire les activités « sorties scolaires » ont été supprimées.
- ❖ Le % d'élèves en « décrochage scolaire » représente environ 20% des effectifs.
- ❖ L'enseignement professionnel a souffert des conséquences de la crise économique, les travaux pratiques ont été réduits.
- ❖ Les programmes ne sont pas en adéquation avec le marché du travail.
- ❖ Les stages et formations en entreprises ont aussi été impactés négativement.
- ❖ Dans le supérieur même constat : augmentation des frais d'inscription, crédits en baisse. L'accompagnement social des étudiants est le secteur le plus touché.

Amérique du Nord

Québec

- ❖ Au Québec l'accès au primaire et au secondaire est gratuit. La gratuité n'a pas été remise en cause.
- ❖ Le prix des fournitures est resté stable.
- ❖ Pas de réforme récemment.
- ❖ La crise économique n'a pas eu un effet notable sur le niveau des élèves.
- ❖ Les frais d'inscription pour accéder à l'enseignement supérieur ont connu une hausse de 3%.

Commentaires : Louise Chabot (CSQ-Québec)

Les conventions collectives nationales d'une durée de cinq ans viennent à échéance en mars 2015 ce qui a permis de préserver les conditions de travail négociées.

Ontario

- ❖ Les conditions de travail sont restées stables.
- ❖ Les seules initiatives gouvernementales notables concernent la pédagogie.
- ❖ L'Ontario n'a, pour l'instant, pas eu à souffrir des conséquences de la crise dans le domaine de l'éducation.
- ❖ Les frais d'inscription pour le supérieur n'ont pas augmenté.

- ❖ Les crédits affectés à l'enseignement supérieur ont été maintenus.

Commentaires : Carol Jolin (AEFO-Ontario)

Les dernières négociations n'ont pas touché la salle de classe. Le gouvernement en est à l'année trois de son programme pour rendre la maternelle à temps plein. Jusqu'ici, l'implantation graduelle du programme a été faite dans les écoles qui avaient des travaux d'infrastructures modestes à compléter. Reste 50% des écoles de l'Ontario qui requièrent d'importants investissements pour pouvoir rendre les locaux adéquats pour terminer l'implantation du programme.

Europe

Moldavie

- ❖ Les conditions de travail ne sont pas satisfaisantes.
- ❖ La crise économique affecte l'éducation sous l'angle qualitatif.
- ❖ Les fermetures d'établissement ont eu pour conséquence d'augmenter mécaniquement les effectifs par classe notamment en primaire.
- ❖ Les classes pré-primaires sont surchargées surtout en zone urbaine.
- ❖ En matière d'informations en direction des enseignants et des élèves le gouvernement veut porter son effort sur le développement du numérique.
- ❖ La baisse de la démographie masque les carences du système éducatif moldave.
- ❖ Pour contrecarrer les effets de ce déficit le gouvernement veut rendre l'éducation plus efficace en élevant le niveau qualitatif pour mieux répondre au marché du travail.
- ❖ Dans cet esprit un programme de développement de l'éducation inclusive a été élaboré.
- ❖ Les effets de la crise ont amplifié les problèmes que rencontrait la Moldavie en matière d'éducation.
- ❖ Le décrochage scolaire est lié au niveau social des parents. Au titre de 2012, 200 enfants ont abandonné l'école.
- ❖ Le gouvernement prévoit un plan d'action visant à élever le niveau qualitatif avec pour objectif d'adapter l'éducation au marché du travail ;
- ❖ Le gouvernement veut « responsabiliser » les enseignants en accordant plus d'autonomie financière aux établissements. Il encourage la « concurrence » entre établissements et enseignants. Il veut développer une « culture de la performance »
- ❖ Les enseignants seront évalués, une fiche de performance suivra la carrière de l'enseignant.
- ❖ Les enseignants seront rémunérés en fonction de leur performance.

- ❖ L'objectif affiché du gouvernement est de rendre la carrière des enseignants plus attractive.
- ❖ Une agence d'évaluation a été créée pour l'enseignement supérieur, elle a pour but d'améliorer le niveau qualitatif des universités.

Roumanie

- ❖ Les effectifs par classe, du fait de la crise, ont massivement augmenté par fusions d'unités scolaires. En pré-primaire le gonflement des effectifs est directement lié au manque de locaux.
- ❖ La gratuité est toujours assurée pour tous les niveaux du pré-primaire jusqu'au professionnel.
- ❖ L'inflation impacte le prix des fournitures.
- ❖ Les universités ont une autonomie de gestion.
- ❖ Les crédits affectés à l'enseignement supérieur ont baissé.
- ❖ Les contrats de recherche sont financés à parité entre l'état et l'université.

Suisse

- ❖ Globalement les conditions de travail ne sont pas dégradées.
- ❖ On note cependant une légère augmentation des effectifs par classe.
- ❖ L'augmentation des frais concerne essentiellement certaines universités.
- ❖ La gratuité parfois remise en cause
- ❖ Les prix des fournitures scolaires ont augmenté.
- ❖ Actuellement aucune discipline n'a été abandonnée. Des craintes subsistent pour les activités créatrices manuelles.
- ❖ Un train de réformes est en cours pour l'école obligatoire HarmoS (harmonisation de la scolarité obligatoire)
- ❖ Une forte implication des enseignants a permis de limiter les effets de crise économique sur le niveau scolaire des élèves. Pour autant nous sommes inquiets par l'augmentation des problèmes sociaux.
- ❖ En primaire nous rencontrons des problèmes d'intégration ;
- ❖ En pré-primaire l'école est devenue obligatoire dès l'âge de 4 ans.
- ❖ Dans le secondaire des matières sont remises en question dans le cadre d'une refonte de certains plans d'études.
- ❖ Le décrochage scolaire n'est pas encore devenu un problème mais les menaces se précisent.
- ❖ L'enseignement professionnel n'a pas été impacté par la crise.
- ❖ La qualification demeure encore la norme.

- ❖ La formation en alternance est effective mais en matière d'apprentissage on déplore un manque de places dans certains secteurs.
- ❖ Les frais d'inscription pour intégrer l'enseignement supérieur ont augmenté.
- ❖ Les crédits affectés à l'enseignement supérieur ont amputés dans certains domaines.
- ❖ La recherche est le secteur qui a le plus souffert de cette baisse des crédits.

France

- ❖ Les conditions de travail se sont dégradées pour un nombre important d'enseignants.
- ❖ Les effectifs par classe ont légèrement augmenté (en moyenne 25 élèves par classe en collèges et 30 dans les lycées)
- ❖ L'accès à l'éducation est gratuit en primaire, collège et lycée.
- ❖ Le prix des fournitures est resté stable (accord entre la grande distribution et l'état)
- ❖ L'accès à Internet existe dans tous les établissements du second degré tant pour les enseignants que pour les élèves.
- ❖ Des possibilités de dérogation aux horaires officiels ont été introduites, pouvant aboutir à la relégation de disciplines artistiques par exemple.
- ❖ L'éducation a surtout été affectée par des réformes structurelles touchant l'ensemble de la Fonction publique : *« C'est surtout la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), prévoyant le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, qui a déstabilisé l'Education Nationale. Cette politique a été appliquée pendant les 5 années de la présidence Sarkozy, et a donc commencé avant la crise. »*
- ❖ Les réformes imposées au monde de l'éducation relève d'options politiques, elles ne sont pas liées à la crise.
- ❖ Une réforme du Lycée est en application depuis 3 ans.
- ❖ La crise économique a-t-il impacté le niveau scolaire des élèves : *« Non, je ne pense pas que l'on puisse caractériser les effets de la crise en ces termes. »*
- ❖ L'accès au pré-primaire pour les 2ans est rendu plus difficile.

En primaire : *« La prise en compte des élèves en difficulté du fait de la quasi disparition des Rased... (réseaux d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté) »*

- ❖ Dans le secondaire l'ensemble des matières a été maintenu.
- ❖ Les activités de « sortie scolaire » dépendent de l'implication des collectivités locales. Les budgets affectés à ces activités sont en baisse.
- ❖ Il est difficile d'avoir une indication sur le nombre d'élèves en « décrochage scolaire »
- ❖ Dans l'enseignement supérieur les frais d'inscription fixés par arrêté ministériel ont augmenté pour la rentrée 2012 :
 - Licence 181 euros (+4 euros)
 - Master 245 euros (+5 euros)

- Doctorat 380 euros (+ 8 euros)
 - ❖ Certains établissements appliquent des frais d'inscription largement supérieurs, de l'ordre de 4000 euros, pour certains diplômes d'université très spécialisés.
 - ❖ Le précédent gouvernement avait privilégié des dotations budgétaires sur projets avec pour objectif d'entretenir une forme de concurrence entre établissements. Il s'agissait de financements non pérennes qui ne rentraient pas les budgets de fonctionnement.
 - ❖ Par ailleurs la loi LRU (Libertés et Responsabilités des Universités) imposée par le précédent gouvernement attribue l'autonomie financière aux universités. Cette autonomie est un leurre car elle ne tient pas compte de paramètres en matière de ressources humaines tel que le GVT (glissement vieillesse technicité). L'essentiel du budget des établissements est consacré à la masse salariale (75 à 82 % du budget global). Un grand nombre d'établissements se trouve en grande difficulté financière.
 - ❖ L'enseignement supérieur souffre depuis de nombreuses années d'un déficit de crédits. La crise économique n'a fait qu'amplifier ce phénomène malgré une sanctuarisation des budgets affectés à l'enseignement supérieur et à la recherche.
 - ❖ La recherche a besoin de crédits pérennes qui permettent une recherche académique de qualité. Le précédent gouvernement a privilégié la concurrence entre laboratoires voire entre chercheurs par une programmation en amont de la recherche sous forme de crédits ciblés. La future loi en préparation dite « loi d'orientation pour l'enseignement supérieur et la recherche » devrait revenir sur ces choix en optant pour une politique de coopération.
-

4° Réponses syndicales

- La crise économique a-t-elle un impact sur l'exercice du droit syndical, si oui précisez les formes ?
- Les organisations syndicales ont-elles été consultées sur les mesures de restrictions budgétaires ?
- Quelles actions votre syndicat a-t-il lancées pour contrecarrer les conséquences des restrictions budgétaires, sous quelles formes ?
- Vos actions ont-elles mobilisé vos collègues ?
- Vos actions sont-elles soutenues par les parents d'élèves, sous quelles formes ?
- Vos actions ont-elles permis de faire reculer le pouvoir politique ?
- Avez-vous constaté une plus grande solidarité intersyndicale face à la crise ?
- Face à la crise certains gouvernements ont réduit de manière drastique les budgets des services publics notamment celui de l'éducation. Pour suppléer les carences

budgétaires ils encouragent une plus grande « marchandisation » voire une privatisation. Partagez-vous ce constat ?

- Ce recours au secteur marchand a-t-il appelé, de la part de votre organisation une mobilisation, sous quelles formes ?
- Face aux attaques répétées contre les services publics notamment celui de l'éducation, pensez-vous que la réponse syndicale soit suffisante et adaptée ?
- Comment son efficacité pourrait-elle être renforcée ?

Afrique

RDC

- ✚ La crise économique ne fait qu'amplifier un déficit de dialogue social : *« Oui, le niveau bas de salaires ne stimule pas les affiliés à cotiser dans le secteur où il n'y a jamais eu d'élection sociale et cela prive le syndicat de ses moyens d'actions. De cette façon, les négociations sont menées dans le secteur selon le goût du gouvernement qui va jusqu'à désigner avec qui négocier en violation flagrante des droits syndicaux »*
- ✚ A aucun moment les organisations syndicales n'ont été consultées sur les mesures d'austérité budgétaires.
- ✚ Notre syndicat a lancé différentes actions pour dénoncer cet état de fait : *« Les actions à la primature (manifestations, correspondances,...), les grèves, les manifestations publiques (forum social, journées commémoratives,...), les contacts avec l'Assemblée nationale,... »*
- ✚ De nombreux collègues se sont associés à nos actions.
- ✚ Il est difficile de mobiliser les associations de parents d'élèves, trop nombreuses et peu structurées, des contacts sont régulièrement pris.
- ✚ Malheureusement nos actions sont pour l'instant sans effet sur les décisions gouvernementales.
- ✚ On ne constate pas une vraie solidarité intersyndicale : *« Trop de Syndicats « syndicules », sans adresse, sans bureau, dans la poche du Gouvernement et très désintéressés par la cause des enseignants et les actions des Syndicats sont accaparées par un groupe d'individus issus des Syndicats différents réunis en Intersyndicale permanente. »*
- ✚ Nous dénonçons la marchandisation voire la privatisation de l'éducation
- ✚ Pour répondre aux attaques contre les services publics il faudrait des actions de plus grande ampleur associant la société civile.

Commentaires : (Augustin Nzuji (FENECO-RDC))

Une forte mobilisation est indispensable et le décret portant création du Fonds de Promotion de l'Education Nationale « FPEN » doit être révisé.

Niger

- ✚ Le droit syndical n'a pas entravé l'action syndicale.
- ✚ Pour autant les organisations syndicales n'ont pas été consultées sur les mesures de restrictions budgétaires.
- ✚ Nous avons lancé différentes actions pour sensibiliser les parents d'élèves et les collègues : *« Rencontres avec les parents d'élèves ; des assemblées générales d'informations ; des conférences publiques ; étude sur l'impact de la contractualisation sur l'éducation, la construction de logements sur fonds propres »*.
- ✚ Ces actions ont mobilisé largement les collègues.
- ✚ Les parents d'élèves s'associent à nos actions : *« Ils prennent part aux discussions que nous engageons avec le gouvernement »*
- ✚ *« Nos actions ont amené le gouvernement à prendre des engagements qu'il ne respecte pas. »*
- ✚ *« La solidarité syndicale est mise à rude épreuve à cause de la politisation et de l'insuffisance de la formation syndicale de la plupart des leaders syndicaux. »*
- ✚ Nous constatons aussi un recours à la marchandisation et à la privatisation de la part du gouvernement pour tenter de répondre aux insuffisances budgétaires.
- ✚ Notre organisation a combattu ces dérives en organisant des rencontres, des conférences des assemblées générales, des marches de protestation...
- ✚ Il est évident que la réponse syndicale est insuffisante pour contrecarrer les attaques contre les services publics.
- ✚ Il faudrait trouver d'autres formes de lutte pour être plus efficaces.

Commentaires : Mariama Chipkaou (SNEN-Niger)

La crise économique mondiale a réduit la capacité des syndicats à faire reculer le gouvernement au Niger. Au vu de leur nombre, les syndicats du secteur de l'éducation ne sont plus un partenaire crédible pour le gouvernement qui préfère négocier avec les centrales syndicales. Ce qui constitue un recul pour le syndicalisme enseignant.

Maroc

- ✚ Oui la crise économique a eu un impact sur l'exercice du droit syndical.
- ✚ Non les organisations syndicales n'ont pas été consultées sur les mesures de restrictions budgétaires.
- ✚ Notre syndicat a répondu par des mouvements de grève et des sit-in.
- ✚ Nos actions ont largement soutenues par les collègues.
- ✚ Les parents d'élèves ne se sont pas associés à notre mouvement.
- ✚ Nos actions ont fait reculer le gouvernement.
- ✚ La solidarité syndicale s'est limitée à la SNE-FDT et la CDT uniquement.

- ✚ Nous sommes aussi concernés par la marchandisation et privatisation des services publics.
- ✚ Nous en combattons les dérives par des mouvements de grèves.
- ✚ Nous pensons que l'action syndicale était suffisante et adaptée.

Commentaires : Driss Salek (SNE-FDT-Maroc)

Notre action est soutenue par les intervenants politiques, éducatifs et par la société civile.

Burkina-Faso

- ✚ La crise a été sans conséquence sur l'exercice du droit syndical ;
- ✚ Les organisations syndicales n'ont pas consultées sur les mesures de restrictions budgétaires.
- ✚ Le syndicat s'est mobilisé pour le maintien des indemnités de logement, de sujétion, de résidence et la baisse de l'IUTS.
- ✚ Nos actions ont été soutenues par une majorité de collègues.
- ✚ Les parents d'élèves ne nous ont pas suivis dans nos actions.
- ✚ Nos actions ont fait reculer le gouvernement.
- ✚ Face à ces conflits sociaux nous avons constaté une solidarité intersyndicale.
- ✚ La marchandisation et la privatisation sont aussi en marche au Burkina.
- ✚ Nous avons réagi en dénonçant l'attitude gouvernement par voie de presse sous différentes formes.

Commentaires : Philippe Kabre (SNEA-B Burkina Faso)

L'opinion syndicale internationale doit se mobiliser pour contrer les néo libéraux. Aucune action isolée ne fera fléchir ces libéraux ; il faut des actions d'envergure internationale qui fait appel à tous les continents du monde pour arrêter le rouleau compresseur de tous ceux qui sont en train de brader l'éducation.

Amérique du Nord

Québec

- ✚ Au Québec les organisations syndicales n'ont pas consultées sur les mesures de restrictions budgétaires.

- ✚ La CSQ s'est mobilisée contre ces dispositions budgétaires par le truchement de coalitions, pétition et en revendiquant un débat sur la fiscalité.
- ✚ Les parents d'élèves nous ont rejoints sous la forme d'une coalition.
- ✚ Pour autant le gouvernement n'est pas revenu sur ses dispositions budgétaires.
- ✚ Ce mouvement contre les dispositions budgétaires a permis de mettre en place une solidarité intersyndicale.
- ✚ Même si nous constatons une tendance à la privatisation des services publics, le caractère public a été maintenu.
- ✚ Une plus large mobilisation et un renforcement de l'action politique pourrait contraindre le gouvernement à revenir sur ses décisions.

Commentaires généraux (Louise Chabot CSQ-Québec)

Au Québec, la langue officielle est le français ; seule province en Amérique du Nord.

Il y a eu élection d'un gouvernement minoritaire (Parti québécois) qui prône des valeurs plus sociales-démocrates, mais qui gouverne au centre droit. L'obsession de l'équilibre budgétaire et du déficit zéro ont comme conséquence des compressions dans les services publics. La pression est énorme sur les différentes catégories de personnel et elle empêche le développement nécessaire de nos services. Ce gouvernement a renoncé à son programme visant à rechercher des revenus additionnels auprès des mieux nantis pour financer adéquatement les services publics. C'est la lutte syndicale que nous menons.

Au palier fédéral, le gouvernement « ultra » conservateur multiplie les attaques à l'endroit des organisations syndicales et des régimes de sécurité sociale (retraite, assurance-emploi).

Les enjeux en éducation (le système est de compétence provinciale)

1. Les enjeux du primaire et du secondaire sont, notamment :

- ***La précarité d'emploi ;***
- ***Les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage ;***
- ***L'apprentissage intensif de l'anglais au primaire ;***
- ***L'épuisement professionnel ;***
- ***La valorisation et la reconnaissance du personnel enseignant ;***
- ***La persévérance scolaire (décrochage, le taux de diplomation des jeunes de moins de 20 ans est de 74 %).***

2. Les enjeux de l'enseignement supérieur (cégep et université) sont, entre autres :

- ***L'offre de formation en région ;***

- ***L'accès à l'enseignement supérieur ;***
- ***Les droits et les frais de scolarité et l'endettement étudiant ;***
- ***Le financement du réseau ;***
- ***La gouvernance ;***
- ***La précarité d'emploi (des chargées et chargés de cours, du personnel de soutien et des professionnelles et professionnels de recherche).***

Ontario

- ✚ A propos de l'impact de la crise économique sur l'exercice du droit syndical : *« Le gouvernement a présenté des paramètres de négociation très sévères en disant aux syndicats de négocier à l'intérieur des dits paramètres ou d'être soumis à une législation qui dicterait les conditions de travail. Perte du droit de grève. »*
- ✚ Consultation des organisations syndicales sur les mesures de restriction budgétaire : *« Elles ont été « consultées » si on veut appeler cela ainsi. 17 mois avant le dépôt de ses offres, le gouvernement avait réuni les syndicats pour parler d'un gel salarial de deux ans. »*
- ✚ Actions syndicales pour contrecarrer les conséquences des restrictions budgétaires : *« Après que nos collègues d'un des syndicats eut négocié une entente avec le gouvernement, il était évident que le gouvernement allait s'en tenir à des coupures drastiques dans nos conventions collectives. Devant la menace d'une législation qui ne nous annonçait rien de bon, l'AEFO a choisi d'exercer son leadership et de retourner à la table des négociations avec le mandat d'atténuer les conséquences des paramètres que le gouvernement avait mis sur la table. Nous avons eu une entente de principe et nos membres ont ratifié cette dernière à nos 28 tables de négociation dans une proportion variant de 51% à 93%. »*
- ✚ Mobilisation des collègues : *« Pas vraiment ! Deux des syndicats n'ont pas réussi à négocier une entente et se sont vu imposer par législation les conditions de travail que le premier syndicat a négocié. S'en est suivi une grève du zèle (retrait de toutes les activités parascolaires dans lesquelles les membres sont impliqués) qui s'est poursuivie même une fois que la Loi est passée. Il y a deux semaines, le syndicat des écoles secondaires a abandonné sa consigne de grève de zèle auprès de ses membres après avoir entretenu des discussions avec la nouvelle Première ministre et la nouvelle Ministre de l'éducation. L'autre syndicat, le plus gros en province qui représente les enseignantes et les enseignants du système public anglais ont refusé de mettre fin à leur grève sans avoir de nouveaux éléments concrets à la table de négo. La Première ministre nous a déjà annoncé qu'elle voulait rétablir le parascolaire dans les écoles mais qu'elle n'avait aucune somme d'argent nouvelle à investir et n'avait pas de capital politique à investir dans la situation.*

- ✚ Soutien des parents d'élèves : *« Les parents n'appuient pas la position des syndicats qui ont poursuivi leur grève du zèle. Ceux qui ont des enfants dans notre système scolaire étaient évidemment heureux de la tournure des événements. »*
- ✚ Notre forte mobilisation n'a pas fait reculer le gouvernement.
- ✚ Nous n'avons pas constaté de solidarité intersyndicale : *« Notre position a provoqué une certaine division. À certains égards, plusieurs de nos membres croient que nous n'aurions pas dû accepter de négocier dans de telles conditions et aurions dû suivre les deux autres filiales dans leur mouvement de protestation. Avec le temps, de plus en plus de ceux-ci se rendent compte que nous avons pris la bonne décision, constatant le climat qui règne dans ces écoles, la réaction des parents et où en sont les choses présentement, puisque les deux syndicats qui se sont vus imposer des contrats de travail n'ont rien gagné de plus par leurs actions. Au contraire. »*
- ✚ On ne peut parler de privatisation : *« Mais nous pouvons voir qu'en raison de la situation du parascolaire dans certaines filiales, les parents se sont tournés, pour plusieurs, vers les écoles privées. »*
- ✚ Notre organisation n'était pas concerné par le recours au secteur marchand : *« Nous ne sommes pas touchés par cette grève de zèle ayant négocié et étant parvenu, dans ce contexte difficile, à avoir une entente de principe. »*
- ✚ La réponse syndicale aux attaques contre les services publics s'est faite en ordre dispersé : *« Toujours place à amélioration. La dernière négo a séparé les filiales syndicales car elles ne partaient pas du même endroit et n'avaient pas les mêmes objectifs et stratégies. »*

Commentaires : Carol Jolin (AEFO-Ontario)

Le mouvement syndical est attaqué de toute part au Canada. Nous avons un gouvernement conservateur majoritaire qui n'hésite pas à prendre des dispositions pour tenter d'affaiblir les syndicats. Ainsi, juste avant Noël, il a appuyé un projet de loi privé (C-377) qu'il a fait prioriser pour son acceptation et qui oblige les syndicats à publier en ligne des informations quant à son administration des cotisations de ses membres. Une lourde bureaucratie qui ne sert en rien les intérêts de la population. Un syndicat est redevable à ses membres. La FCE a été et est toujours active dans ce dossier. Nous avons préparé une offensive en action politique pour essayer de contrer le projet de loi mais le gouvernement l'a fait avancer dans l'ordre des projets qui devaient être entendu de sorte qu'il est allé en première lecture trois mois avant ce qui était prévu, portant un dur coup à l'offensive que nous préparions.

En Ontario, les conservateurs (opposition officielle) de Tim Hudak ont publié des livres blancs où ils proposent de s'attaquer à la formule Rand, d'enlever des droits aux syndicats, de couper des éducatrices et éducateurs, d'augmenter le ratio maître-élèves (coupures de

postes), et de réformer le régime de pension citant et ciblant le fonds de pension des enseignantes et des enseignants.










Si deux des filiales ont conclu des ententes, deux autres n'ont pu y parvenir et ont été imposé un contrat de travail. S'en est suivi la poursuite d'une grève du zèle de toutes les activités parascolaires dans lesquelles les enseignantes et les enseignants étaient impliqués.

La course à la chefferie provinciale a été remportée par Kathleen Wynne et a apporté un souffle nouveau aux tentatives de rapprochements avec les syndicats et d'ententes possibles pour le retour des activités parascolaires.

Le climat politique est instable et fragile, les Libéraux s'accrochant à un mandat minoritaire avec des Conservateurs avides d'une élection et le NPD désireux de remplir ses objectifs lors du dépôt du prochain budget dans quelques semaines. Sinon, nous pourrions nous retrouver en élection ce printemps.

Europe

Moldavie

-  La crise économique n'a pas entravé l'exercice du droit syndical mais elle a rendu plus difficiles la défense de nos revendications.
-  Nous ne pouvons pas être d'accord avec les mesures de restrictions budgétaires et surtout avec les options ultra libérales du gouvernement. De ce fait nous n'avions aucune marge de négociation.
-  Notre syndicat a défendu son champ de revendications en faveur des enseignants permettant ainsi de contrebalancer les choix idéologiques du gouvernement.
-  Nos collègues ont été sensibles à notre démarche.
-  Il est difficile de mobiliser les parents d'élèves alors qu'ils sont eux même en grande difficulté financière.
-  Le gouvernement n'a pas reculé mais il est lui-même fragilisé par une instabilité politique chronique.
-  L'ensemble des services publics est percuté la crise économique. Il est évident que notre gouvernement a fait le choix d'une politique libérale en mettant en concurrence les établissements en leur accordant une autonomie de gestion. La privatisation et la marchandisation seront les prochaines étapes.
-  Nous avons répondu à ces attaques en nous battant pour revaloriser les carrières des enseignants et pour leur offrir de meilleures conditions de travail.
-  Notre syndicat tente de répondre aux attaques contre les services publics déjà très dégradés avec ses moyens, cela passe d'abord par la défense du service public d'éducation et de ses personnels.

- ✚ Notre syndicat renforcera son efficacité qu'à partir du moment nous aurons trouvé des solutions à la crise économique. On ne peut pas mobiliser la population dont le niveau de vie est si bas qu'elle oblige les plus actifs à émigrer.

Roumanie

- ✚ On ne peut pas dire que la crise économique a eu un impact sur l'exercice du droit syndical.
- ✚ Les épreuves qui nous ont opposés au pouvoir ont renforcé notre unité, notre solidarité.

Commentaires : Radu Popescu (INVATAMANT-Roumanie)

Mais les mesures «impossibles» du gouvernement ont été «soutenues» indirectement par les membres de notre syndicat par leur manque de réaction dans les moments clé; une action de protestation déclenchée par les syndicats qui n'a pas été soutenue par ses propres membres est destinée à l'échec. Par exemple : l'échec consiste dans l'échec de la grève qui a eu lieu le 31 mai 2010 où, nous aurions dû périlcliter l'organisation et le déroulement de l'examen de baccalauréat. Ce fut le signal pour le pouvoir que l'on peut démarrer l'action de destruction des syndicats de l'éducation. Par conséquent, à la proposition du ministre de l'éducation de ce moment-là, on a pris la mesure de ne plus retenir automatiquement la contribution de syndicat des salariés, ce qui aurait mené à l'accomplissement du rêve du pouvoir: la division des syndicats de l'éducation. Nous avons réussi à survivre à ces essais de destruction du mouvement syndical de l'enseignement préuniversitaire, nous croyons que nous sommes devenus plus unis, et nous espérons que cette unité va persister à l'infini. La Fédération de Syndicats Libres de L'Enseignement, dans l'esprit des valeurs et de sa mission va s'impliquer dans tout ce qui représente la réformation et la modernisation du système de l'éducation, l'amélioration du statut social des salariés du domaine en question, dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de formation professionnelle continue et aussi dans la formation syndicale.

Suisse

- ✚ La crise économique même si elle n'a pas eu d'impact sur l'exercice du droit syndical a contribué à la baisse de nos adhérents.
- ✚ Les organisations syndicales n'ont pas consultées sur les mesures de restrictions budgétaires.
- ✚ Pour contrecarrer les conséquences des restrictions budgétaires notre syndicat a apporté son soutien à certaines votations.
- ✚ Nos actions ont ponctuellement été efficaces.
- ✚ Une solidarité intersyndicale s'est créée autour de nos actions.
- ✚ Pour l'instant la Suisse n'est pas vraiment concernée par les problèmes de marchandisation ou de privatisation des services publics.

- ✚ Pour renforcer la réponse syndicale face à la crise il importe de valoriser nos actions auprès du grand public et d'apporter la preuve par l'acte de notre crédibilité et de notre efficacité.

France

- ✚ Malgré la crise économique qui sévit l'exercice du droit syndical n'a pas été entravé.
- ✚ Les organisations syndicales n'ont pas été consultées sur les mesures de restrictions budgétaires.
- ✚ Nos actions pour dénoncer les restrictions budgétaires ont été les grèves, les manifestations, les pétitions...
- ✚ Nos actions ont été suivies par un grand nombre de collègues mais des participations moyennes aux grèves (30 à 50%)
- ✚ Les parents sont solidaires de nos actions surtout lorsqu'il y a suppressions de postes. Cette solidarité s'exprime au travers des rassemblements, nuits des écoles ou manifestations... On peut cependant déplorer que cette solidarité ne se soit pas manifestée sur d'autres types d'actions (contre la réforme des lycées par exemple)
- ✚ Nos actions n'ont guère fait reculer le pouvoir politique.
- ✚ Lors du quinquennat précédent (Sarkozy) les suppressions de postes ont mobilisé l'ensemble des organisations syndicales. La défense des services publics a fait l'objet de manifestations européennes. Sur d'autres réformes le front syndical est resté divisé.
- ✚ A propos d'une marchandisation voire d'une privatisation des services publics, le constat est le suivant : *« On n'a pas observé de tel glissement en France. Le secteur privé reste stable, avec 1/5 des élèves. »* Mais il importe d'être vigilant. Les PPP (partenariat public privé) encouragés par le précédent gouvernement représente un réel danger de privatisation dans certains secteurs de de l'éducation notamment dans l'enseignement supérieur.
- ✚ Face aux attaques contre les services publics La réponse est-elle suffisante et adaptée : *« C'est la conviction de la masse de la profession que des actions peuvent produire des effets important qui est en jeu. La crise semble produire une sorte de sidération, et nous peinons à déconstruire le discours ambiant sur l'unicité de la réponse à la crise (par des mesures d'austérité).*
- ✚ Alors comment son efficacité peut-elle être renforcée : *« Il faut continuer la pédagogie sur les mécanismes à l'œuvre, montrer que d'autres choix sont véritablement possibles, que d'autres que nous (économistes, politiques...) partagent cette analyse.*



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION
9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888 • Télécopieur : 514 788-1254 • Courriel : csfef@csq.qc.net
Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 • Courriel : csfef@snes.edu
Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 • Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 • Adresse Web : www.csfef.org

Cher(e)s Ami(e)s,

Au terme de cet atelier colloque portant sur l'éducation confrontée à la crise économique mondiale, je tiens à remercier au nom du CSFEF notre collègue Dimitru Ivanov et toute son équipe pour leur accueil particulièrement chaleureux et pour l'organisation irréprochable de cet évènement. Ces remerciements sont aussi à partager avec tous les amis moldaves pour leur grande convivialité, leur hospitalité qui nous a fait chaud au cœur.

Mais pour qu'une telle manifestation soit un succès il faut aussi des participants. Je veux dire ici toute ma gratitude à mes collègues pour leur implication et leur sens du partage dans ce travail dont le point d'orgue fut l'organisation de ce colloque. Ils se sont investis pleinement dans ce projet malgré la charge de travail qui leur incombe au quotidien. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

Ce colloque avait pour objectif de mettre en exergue les conséquences de la crise économique mondiale sur l'éducation. C'était un projet ambitieux, trop peut-être tant il paraissait difficile de comparer les situations entre des pays aux politiques économiques tellement dissemblables.

Il est cependant indubitable, comme le confirme notre enquête, que la crise financière n'a fait qu'aggraver la situation économique des pays en voie de développement. Les conséquences sur les élèves et leur famille sont parfois dramatiques et s'accompagnent très souvent d'un absentéisme scolaire dont les effets se feront sentir durablement et affecteront inévitablement l'essor économique de ces pays.

Cette crise économique déstructure les familles, les hommes en âge de travailler émigrent vers des zones économiques plus favorables, ils sont parfois rejoints dans cette fuite économique par l'ensemble de la famille impactant directement le tissu socio-économique du pays.

Les pays du nord n'ont pas été épargnés par la crise économique. L'impact sur l'éducation a d'abord retenti sur les conditions de travail qui se sont largement dégradées notamment en Roumanie et Moldavie. En France cet impact concerne davantage la formation pédagogique des enseignants qui a quasiment disparu sous la férule du précédent gouvernement. Nous espérons qu'avec la création des ESPE (Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation) lancée par l'actuel Ministre de l'éducation,

les futurs enseignants bénéficieront d'une réelle formation tant théorique que pratique. Au Canada et plus particulièrement en Ontario le mouvement syndicat subit des attaques incessantes de la part du pouvoir en place visant à altérer les missions des personnels éducatifs.

Les enseignants paient un lourd tribut à ce marasme économique. Conditions de travail dégradées, développement de la précarisation, acquis sociaux en régression, droits syndicaux bafoués tel est le lot quotidien d'un grand nombre d'enseignants. Encore une fois, même s'il est difficile de comparer les situations, le spectre des réponses en atteste, tous les intervenants font état de régressions en matière de qualité d'enseignement.

En réponse à ce constat l'ensemble des intervenants a noté le rôle essentiel du CSFEF devant être le fer de lance d'une solidarité indéfectible en direction des pays les plus affectés par cette situation. Il importe que nous renforçons nos coopérations pour qu'enfin, comme le rappelle, Agnès Bréda, représentant l'internationale de l'éducation : « notre combat vise à préserver l'éducation publique. Pour cette mission nous avons besoin de syndicats puissants qui doivent construire leur force dans l'unité syndicale. » Le président Roger Ferrari partage cet objectif en concluant « Le CSFEF s'engage dans ce combat pour la défense d'un service public de l'éducation dans l'intérêt des jeunes générations ».

Jacques DROUET

Vice-Président

